



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

**9027<sup>e</sup>** séance

Jeudi 5 mai 2022, à 15 heures

New York

*Provisoire*

*Présidente :* Mme Thomas-Greenfield . . . . . (États-Unis d'Amérique)

*Membres :*

Albanie . . . . .	M. Hoxha
Brésil . . . . .	M. Costa Filho
Chine . . . . .	M. Zhang Jun
Émirats arabes unis . . . . .	M <sup>me</sup> Nusseibeh
Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
France . . . . .	M. de Rivière
Gabon . . . . .	M. Biang
Ghana . . . . .	M. Agyeman
Inde . . . . .	M. Tirumurti
Irlande . . . . .	M <sup>me</sup> Byrne Nason
Kenya . . . . .	M. Kimani
Mexique . . . . .	M. de la Fuente Ramírez
Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	Dame Barbara Woodward

## Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### **Remerciements à la Présidente sortante**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Conseil de sécurité, à S. E. l'Ambassadrice Barbara Woodward, Représentante permanente du Royaume-Uni, qui a assuré la présidence du Conseil pendant le mois d'avril. Je tiens également à exprimer la reconnaissance du Conseil à l'Ambassadrice Woodward et à son équipe pour le savoir-faire avec lequel elles ont dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Italie, de la Lettonie, de la Pologne, de la Slovaquie et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Piotr Gliški, Vice-Premier Ministre et Ministre de la culture et du patrimoine national de la Pologne.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence ; M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ; et M<sup>me</sup> Tetiana Luzan, Coordinatrice des activités de sensibilisation auprès de l'association Right to Protection.

M. Griffiths, M<sup>me</sup> Bachelet et M<sup>me</sup> Luzan participent à la séance d'aujourd'hui par visioconférence.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, et je lui donne la parole.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : Je me félicite de l'occasion m'est donnée d'informer le Conseil de sécurité de mon récent déplacement en Fédération de Russie et en Ukraine, où j'ai rencontré

le Président Poutine et le Président Zelenskyy les 26 et 28 avril, respectivement. Dans le cadre de ma visite dans la région, je me suis également entretenu avec le Président Erdoğan, à Ankara, et avec le Président Duda à Rzeszów, en Pologne.

Partout où je me suis rendu, je n'ai pas mâché mes mots. J'ai dit la même chose à Moscou qu'à Kyïv, reprenant ce que j'ai exprimé à maintes reprises à New York, à savoir que l'invasion russe de l'Ukraine est une violation de son intégrité territoriale et de la Charte des Nations unies et qu'elle doit cesser, dans l'intérêt des peuples de l'Ukraine, de la Russie et du monde entier.

Je me suis rendu à Moscou et à Kyïv en étant bien conscient des réalités du terrain. En Ukraine, je suis arrivé dans une zone de guerre active, sans aucune perspective immédiate de cessez-le-feu à l'échelle nationale, alors qu'une attaque de grande envergure se déroulait dans l'est du pays.

Avant ma visite, le Gouvernement ukrainien, par la voix de la Vice-Première Ministre, avait lancé publiquement un appel à l'Organisation des Nations Unies, et à moi-même, concernant la situation désespérée des civils dans la ville dévastée de Marioupol, et plus particulièrement sur le site de l'usine Azovstal.

Durant mon entretien avec le Président Poutine, j'ai donc insisté sur l'impératif de permettre un accès humanitaire aux zones assiégées et l'évacuation de ces zones, tout particulièrement Marioupol. J'ai appelé avec force à ouvrir un couloir humanitaire sûr et performant afin de permettre aux civils de quitter l'usine Azovstal pour se mettre en sécurité. Peu de temps après, j'ai reçu la confirmation d'un accord de principe.

Nous avons alors immédiatement entamé un travail préparatoire intense avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ainsi qu'avec les autorités russes et ukrainiennes. Notre objectif était de permettre aux civils d'évacuer en toute sécurité l'usine Azovstal dans un premier temps, puis le reste de la ville, dans la direction de leur choix, et de fournir une aide humanitaire. Il me plaît d'indiquer qu'il y a eu certaines avancées.

Ensemble, l'ONU et le CICR dirigent une opération humanitaire d'une grande complexité, à la fois sur le plan politique et sur celui de la sécurité. Elle a débuté le 29 avril et nécessite beaucoup de coordination et de nombreuses démarches auprès de la Fédération de Russie et des autorités ukrainiennes. À ce jour, deux convois permettant un passage en lieu sûr ont pu être menés à bien. Le premier, qui s'est achevé le 3 mai,

a permis d'évacuer 101 civils de l'usine Azovstal, et 59 autres d'une zone avoisinante. Durant la deuxième opération, qui s'est terminée hier soir, plus de 320 civils ont été évacués de la ville de Marioupol et des zones environnantes. Une troisième opération est en cours mais notre politique consiste à ne pas parler des détails de nos opérations avant qu'elles soient terminées, pour éviter de compromettre leur succès. Il est bon de savoir que, même en ces temps d'hyper-communication, une « diplomatie silencieuse » reste possible, et qu'elle est parfois le seul moyen efficace d'obtenir des résultats.

À ce jour, au total, près de 500 civils ont bénéficié de secours longtemps attendus, après avoir subi des bombardements incessants et souffert du manque d'eau, de vivres et de services d'assainissement. Les personnes évacuées ont partagé des récits très émouvants avec le personnel de l'ONU. Des mères, des enfants et des grands-parents fragiles ont raconté leur traumatisme. Certains avaient un besoin urgent de soins médicaux. J'espère que la poursuite de la coordination avec Moscou et Kyïv conduira à de nouvelles pauses humanitaires pour permettre aux civils de quitter les zones de combat en toute sécurité et faire parvenir une aide à ceux qui en ont cruellement besoin. Nous devons continuer de faire tout notre possible pour sortir les gens de ces situations infernales.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, parlera aujourd'hui plus en détail au Conseil des derniers efforts entrepris à Marioupol et des mesures supplémentaires. La Haute-Commissaire, M<sup>me</sup> Bachelet, présentera un exposé sur les allégations de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, de possibles crimes de guerre et la nécessité d'appliquer le principe de responsabilité. Comme je l'ai dit hier au Président Zelenskyy, l'ONU continuera de renforcer ses opérations humanitaires, de sauver des vies et de réduire la souffrance.

Mes rencontres avec les deux dirigeants ont également porté sur la question cruciale de la sécurité alimentaire mondiale. De fait, les répercussions mondiales de cette guerre étaient on ne peut plus évidentes lorsque je me suis ensuite rendu en Afrique de l'Ouest. Au Sénégal, au Niger et au Nigéria, des dirigeants et des représentants de la société civile m'ont directement rendu compte de la manière dont la guerre avait déclenché une crise de sécurité alimentaire. Il nous faut agir rapidement et avec détermination pour que les denrées alimentaires et les commodités énergétiques

puissent continuer à être présentes sur les marchés, lever les restrictions aux exportations, allouer surplus et réserves à ceux qui en ont besoin et combattre la hausse des prix alimentaires pour réduire la volatilité des marchés. Je tiens toutefois à être clair : une solution véritable au problème de l'insécurité alimentaire mondiale passe par la réintégration de la production agricole de l'Ukraine et de la production alimentaire et d'engrais de la Russie et du Bélarus aux marchés mondiaux, en dépit de la guerre. Je ferai de mon mieux pour faciliter le dialogue et contribuer à la réalisation de cet objectif.

Dans le même temps, la guerre en Ukraine, dans toutes ses dimensions, est en train de déclencher une crise qui a également des effets dévastateurs sur les marchés mondiaux de l'énergie, perturbe les systèmes financiers et exacerbe les vulnérabilités extrêmes du monde en développement. C'est pour cette raison précise que j'ai créé le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, pour mobiliser les organismes des Nations Unies, les banques multilatérales de développement et les autres institutions internationales afin d'aider les pays concernés à affronter ces problèmes. Nous nous sommes en particulier attachés à présenter des propositions à l'occasion des Réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

La guerre en Ukraine est insensée par son ampleur, impitoyable dans ses manifestations et pourrait causer à la planète un tort infini. Le cycle de mort, de destruction, de déplacement et de perturbation doit cesser. Il est grand temps de nous unir et de mettre fin à cette guerre.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Griffiths.

**M. Griffiths** (*parle en anglais*) : Comme le Secrétaire général vient de l'expliquer aux membres, des avancées diplomatiques sont en vue, même si la souffrance des civils continue de s'aggraver. Qu'il me soit permis de parler brièvement aujourd'hui du coût humain de la guerre et des mesures que nous prenons pour répondre aux besoins humanitaires, notamment en faisant un bref compte-rendu de nos dernières opérations. Je sais que la Haute-Commissaire, M<sup>me</sup> Bachelet, donnera des détails concernant l'impact sur les civils.

Pour résumer, la destruction d'infrastructures civiles est devenue une caractéristique du conflit. Des immeubles d'habitation, des écoles et des hôpitaux dans

des zones peuplées ont été attaqués. Ils ne doivent pas l'être. Plus de 13 millions d'Ukrainiens ont été forcés de fuir leurs maisons, et plus de 7,7 millions d'entre eux sont déplacés à l'intérieur de l'Ukraine. Des vies ont été déracinées, déchirées et ne seront plus jamais les mêmes. Un grand nombre de personnes n'ont pas pu s'enfuir. Souvent, les plus vulnérables se retrouvent coincés. Les personnes âgées et les personnes handicapées ne peuvent se mettre à l'abri des bombes, sortir pour s'approvisionner ou recevoir des informations sur les évacuations.

La menace de la violence fondée sur le genre, notamment la violence sexuelle liée au conflit, l'exploitation et les atteintes sexuelles et la traite d'êtres humains, s'est considérablement aggravée depuis le début de la guerre, et je suis certain que les intervenantes après moi ne manqueront pas de le dire. Les allégations de violences sexuelles contre des femmes, des filles, des hommes et des garçons se font de plus en plus nombreuses. Comme nous l'avons tous vu, les routes sont truffées d'engins explosifs, menaçant les civils et empêchant les convois humanitaires de parvenir jusqu'à eux.

Je vais décrire aux membres les activités que l'ONU et ses partenaires humanitaires mènent en Ukraine pour répondre à ces besoins croissants. Nous collaborons avec quelque 217 partenaires humanitaires dans le pays. Nous avons intensifié nos opérations en un temps record. Plus de 1 400 membres du personnel de l'ONU sont déployés en Ukraine, opérant à partir de huit centres en sus de Kyïv, avec du personnel, des entrepôts et des fournitures répartis sur 30 sites, principalement dans l'est du pays, où la guerre fait rage et où les besoins sont les plus importants.

Nous fournissons une assistance quotidienne à plus de 4,1 millions de personnes dans les 24 régions du pays. Notre intervention humanitaire revêt trois aspects principaux. Premièrement, nous fournissons une grande quantité d'aide humanitaire et des services de protection aux personnes déplacées. Je sais que ce n'est pas suffisant, que c'est imparfait. Je sais que nous aurons des remarques à ce sujet. Ces opérations se déroulent dans tout le pays, en particulier là où les personnes déplacées sont parties en quête de sécurité et dans les localités gravement endommagées où les habitants commencent à revenir, ce qui représente une évolution de la plus haute importance. Il y a quelques semaines, alors que j'étais à Irpin, le maire nous a expliqué, comme il l'a, je pense, expliqué au Secrétaire général, que ses habitants tentaient de revenir à Irpin mais que pour cela, il faudrait reconstruire et que cela allait prendre un an et demi, selon lui.

Rétablir les services de base nécessaires à la survie est fondamental. J'ai été très frappé par le fait que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), très peu de temps après ma conversation avec le maire, bien qu'elle n'ait pas été l'élément déclencheur, s'est mobilisé pour remettre en état les services de base et permettre à la population d'Irpin de rentrer. Envoyer une aide pécuniaire dans ces régions permet aux civils de choisir ce dont ils ont besoin et leur offre un semblant de dignité en ces temps acerbés. Cela permet aux marchés de rester ouverts, aux liquidités de continuer à circuler et aux chaînes d'approvisionnement de continuer à fonctionner.

Nous prévoyons de fournir une aide financière à 1,3 million de personnes. L'injection de paiements supplémentaires dans le système de protection sociale ukrainien et la collaboration avec le Gouvernement et le Premier Ministre pour la mise en œuvre de son projet visant à distribuer une aide pécuniaire à la population afin de toucher les familles à risque, ont nécessité d'établir une liaison technique, mais pour l'essentiel, tout est désormais en place. L'aide pécuniaire va à présent rapidement prendre de l'ampleur.

Deuxièmement, l'autre volet de notre intervention consiste à prépositionner les fournitures dans les bases opérationnelles avancées et à améliorer notre préparation dans les régions dont nous estimons qu'elles pourraient être prochainement touchées par la guerre.

Troisièmement, comme l'a déclaré le Secrétaire général, nous sommes en contact tous les jours avec les parties au conflit pour demander l'acheminement de l'aide aux civils dans les zones de conflit actif, ou pour négocier le passage des civils vers des zones plus sûres. À ce jour, nous avons pu organiser cinq convois d'aide interinstitutions dans certaines des zones les plus durement touchées, des opérations qui ont nécessité la mise en place d'un système de notification humanitaire utilisé par les deux parties pour que le passage s'effectue en toute sécurité. Acheminant des fournitures médicales, de l'eau, des rations alimentaires et des produits non alimentaires, entre autres, ils ont été une bouée de sauvetage, un maigre répit peut-être, pour les civils encerclés par les combats. C'est un début, mais j'espère que ce n'est pas la fin.

Comme le Secrétaire général l'a indiqué, nous avons vu poindre une lueur d'espoir ces derniers jours, grâce à ses efforts et à ceux de nos collègues en première ligne. Comme les membres du Conseil le savent, le 2 mai, plus de 100 civils ont été évacués de l'usine Azovstal à Marioupol, dont des femmes, des enfants et des

personnes âgées. Une soixantaine d'autres personnes ont rejoint ce convoi à la périphérie de Marioupol et ont été évacuées en un lieu sûr. Il s'agissait, comme l'a dit le Secrétaire général, d'un projet extrêmement complexe nécessitant une surveillance constante, et cette opération a été exceptionnelle.

Je remercie tout particulièrement le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), et Peter Maurer, pour son leadership, ainsi que nos propres équipes de premiers secours, qui ont beaucoup d'expérience. Je salue également les autorités, essentiellement les armées ukrainienne et russe, pour leur coopération étroite, constructive et essentielle à la réalisation de cette opération. Elle nous a prouvé que c'était possible. Et bien que les chiffres ne soient pas très encourageants, j'estime qu'une seule vie sauvée vaut tous les efforts déployés.

Hier, comme l'a dit le Secrétaire général, nous avons pu évacuer plus de 320 civils de la zone de Marioupol, en travaillant de nouveau en étroite collaboration avec le CICR et en coopération avec les autorités ukrainiennes et russes. Nous avons également lancé une troisième opération, qui a commencé ce matin, dans le but d'évacuer les civils de Marioupol et de l'usine Azovstal. Et comme il l'a dit, nous préférons ne pas parler de cette opération avant qu'elle ne soit terminée.

Ce que je peux dire à ce sujet est que nous voyons enfin les fruits des efforts que nous avons déployés depuis de longues semaines – la mise en place d'une liaison à Moscou et la visite qui a précédé celle du Secrétaire général –, grâce aux réunions longues et exhaustives tenues avec les dirigeants des deux parties la semaine dernière. Nous commençons à voir maintenant que l'accord sur les cessez-le-feu locaux nous permet de faire quelques progrès, car ces évacuations de civils en toute sécurité ne pourraient avoir lieu sans des cessez-le-feu au niveau local, des pauses ou des trêves des hostilités. En outre, nous sommes en train de nouer des relations et d'acquérir une expérience dont nous espérons pouvoir tirer parti pour d'autres opérations de ce type. C'est le troisième élément de notre programme humanitaire.

Nous continuerons à faire pression pour que plus de civils puissent quitter Marioupol, et même Azovstal, s'ils le souhaitent. Sur cette base, nous allons commencer à explorer les options permettant d'atteindre d'autres personnes là où les besoins sont plus importants et là où nous devons et souhaitons servir le peuple ukrainien en détresse.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Bachelet.

**M<sup>me</sup> Bachelet** (*parle en anglais*) : Depuis le 15 mars 2014, soit il y a plus de huit ans, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) surveille la situation dans le pays par l'intermédiaire de la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine. À ce jour, nous avons publié près de 50 rapports périodiques et thématiques.

Le 24 février, nous nous sommes rapidement adaptés à un environnement de travail radicalement différent. Comme des millions d'Ukrainiens, le personnel de mon bureau a été transféré vers d'autres régions du pays, mais – et je suis très fière de le dire – n'a pas interrompu son travail un seul jour. Actuellement, la mission dispose de personnel sur place à Oujhorod, Kyïv, Lviv, Dnipro, Donetsk et Odessa, et effectue des visites sur le terrain dans différentes régions du pays, notamment dans les régions de Kyïv et de Tchernihiv la semaine dernière.

La mission continue de vérifier les allégations de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le cadre de l'attaque armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Nombre de ces allégations concernent des violations qui pourraient constituer des crimes de guerre.

Sur la base des travaux de la mission, mon bureau a communiqué au Conseil des droits de l'homme les informations les plus récentes à la fin du mois de mars, et présentera un rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine couvrant la période du 24 février au 15 mai à la prochaine session du Conseil en juin. Ma déclaration à la presse du 22 avril sur l'Ukraine résume nos dernières conclusions. J'ai le regret de dire que toutes nos préoccupations restent d'actualité et que la situation ne cesse de se détériorer.

C'est aujourd'hui le soixante et onzième jour de l'escalade des hostilités, suite à laquelle ce conflit qui dure déjà depuis huit ans s'est étendu à toutes les régions du pays. Les informations faisant état d'incidents meurtriers, comme les attaques contre l'hôpital n° 3 et le théâtre de Marioupol, la gare de Kramatorsk et des zones résidentielles à Odessa, sont malheureusement devenues extrêmement fréquentes. Les signalements quotidiens de morts et de blessés parmi les civils ne semblent pas prêts de s'arrêter.

Les membres de mon équipe sur le terrain font part du traumatisme et du choc palpables vécus par les personnes avec lesquelles ils s'entretiennent, qui ont en grande majorité été personnellement témoins d'une violation ou en ont été elles-mêmes victimes.

Plutôt que d'essayer de décrire ce que vivent les victimes, je vais les citer. Des habitants de Marioupol ont créé un compte sur l'application Telegram pour partager des informations concernant leurs proches qui ont péri dans la ville : « Il a été tué devant sa femme et ses enfants ». « Son corps est resté sous les débris de sa maison. Nous n'avons même pas pu l'enterrer. » « Mon oncle est mort d'hémorragie après avoir été blessé par des armes à fragmentation. Je sais seulement qu'il a été enterré dans une fosse commune. » Je pourrais partager beaucoup d'autres messages de ce type.

La semaine dernière, le 28 avril, alors que le Secrétaire général était à Kyïv pour rencontrer le Président ukrainien, Volodymyr Zelenskyy, la ville a été frappée par deux missiles. Au moins une femme, une journaliste, a été tuée, et quatre civils ont été blessés dans l'attaque. Ce jour-là, une équipe du HCDH se trouvait également à Kyïv et se préparait à se rendre à Boutcha. Le même jour, nous avons confirmé qu'il y avait 22 morts et 40 blessés parmi les civils dans d'autres localités en Ukraine.

Mon bureau a enregistré 6731 victimes civiles dans l'ensemble de l'Ukraine depuis le 24 février. Nous savons que les chiffres réels sont beaucoup plus élevés. Comme le signale régulièrement mon bureau, la plupart de ces personnes ont été victimes d'engins explosifs à large rayon d'impact qui ont été utilisés dans des zones peuplées, comme les tirs d'artillerie lourde, y compris les lance-roquettes multiples, les missiles et les frappes aériennes.

Mon bureau est également en train de recueillir des données sur les conséquences dévastatrices du conflit sur d'autres droits de l'homme. Dans les alentours de Kyïv, à partir de fin février et pendant environ cinq semaines, les forces russes ont pris pour cible les hommes civils qu'elles considéraient comme suspects. Ces hommes étaient arrêtés, battus, exécutés sommairement ou, dans certains cas, emmenés au Bélarus et en Russie, à l'insu de leur famille, et placés dans des centres de détention provisoire. Des membres de mon personnel ont rencontré des familles qui recherchent leurs proches de sexe masculin disparus, et veulent désespérément savoir où ils se trouvent, s'ils sont vivants et comment elles peuvent les retrouver. Des familles qui tentaient de s'échapper en convoi ont été la cible de tirs. Dans

certaines zones, il était dangereux de traverser la rue car des tireurs embusqués ou des soldats tiraient sur tous ceux qui tentaient de le faire. Les autorités locales dressent des listes de morts et de disparus, poursuivent les exhumations, prélèvent l'ADN des proches, tout en essayant de raccorder à nouveau ces districts aux réseaux électrique et d'alimentation en eau.

Dans d'autres régions contrôlées par les forces armées russes et des groupes armés qui leur sont affiliés, comme les régions de Kharkiv, Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson, nous continuons de recueillir des informations sur la détention arbitraire et les éventuelles disparitions forcées de représentants des autorités locales, de journalistes, de militants de la société civile, de militaires à la retraite et d'autres civils par les forces armées russes et des groupes armés qui leur sont affiliés. Au 4 mai, mon bureau avait recensé 180 cas de ce type, et cinq des victimes ont été retrouvées mortes. Nous avons également recueilli des preuves concernant huit cas possibles de disparition forcée de personnes considérées comme prorusses dans le territoire contrôlé par le Gouvernement.

Les membres de mon personnel ont entendu parler de cas de femmes qui ont été violées par les forces armées russes dans les zones sous leur contrôle, ainsi que d'autres allégations de violences sexuelles commises par les deux parties au conflit. Pourtant, le tabou autour du viol et de la violence sexuelle empêche toujours les victimes et leurs familles de les dénoncer en toute sécurité. Cela ne fait que souligner l'importance de mettre à la disposition des victimes des services d'appui adéquats et sûrs.

Des preuves accablantes de torture, de mauvais traitements et d'exécutions sommaires de prisonniers de guerre commis par les deux parties au conflit font surface. Mon bureau est en train de recueillir les éléments de preuve correspondants, qui seront inclus dans ses futurs rapports.

Le plein respect par les forces armées des obligations que leur imposent le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire est la seule façon de mettre fin à ces horreurs. Il est essentiel que toutes les parties donnent des instructions claires à leurs combattants pour qu'ils protègent les civils et les personnes hors de combat, et pour qu'ils fassent la distinction entre les biens civils et militaires. Les personnes qui occupent des postes de commandement au sein des forces armées doivent signifier clairement à leur personnel que toute personne dont l'implication

dans de telles violations aura été établie sera poursuivie et devra rendre compte de ses actes. Le principe de responsabilité impose de préserver les preuves et de traiter les dépouilles mortelles avec décence.

La liste des violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et des violations graves du droit international humanitaire s'allonge un peu plus chaque jour. Nous ne pouvons tolérer que le nombre de victimes continue d'augmenter.

Un cessez-le-feu d'une journée permettrait à lui seul d'épargner la vie d'au moins 50 civils – enfants, femmes et hommes –, dont de nombreuses personnes âgées. Un cessez-le-feu d'une journée permettrait d'éviter à 30 à 70 civils d'être blessés et à une dizaine d'autres de devenir handicapés. Un cessez-le-feu d'une journée permettrait à plusieurs milliers de civils de quitter en toute sécurité les zones dans lesquelles ils sont actuellement pris au piège des hostilités. Surtout, l'instauration d'un cessez-le-feu démontrera qu'il est possible de mettre fin à l'horreur en Ukraine. Il est de la plus haute importance que les hostilités en cours cessent une fois pour toutes.

Plaider pour l'application du principe de responsabilité est la pierre angulaire du travail du Haut-Commissariat. Si les auteurs de violations contre des civils et des personnes hors de combat sont traduits en justice, les auteurs en puissance de telles violations réfléchiront à deux fois avant de se livrer à des attaques illégales ou à des actes de violence similaires et de faire de nouvelles victimes. L'application du principe de responsabilité contribue également au processus de guérison des victimes, de leurs familles et de la société au sens large.

Les systèmes judiciaires nationaux jouent un rôle absolument crucial. J'exhorte les parties au conflit à enquêter sur toutes les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire auxquelles se seraient livrées leurs forces armées, et je salue les efforts déployés par l'Ukraine à cet égard.

Le Haut-Commissariat est pleinement déterminé à appuyer ces systèmes et l'action de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine, ainsi qu'à coopérer avec le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale et d'autres mécanismes de justice internationale, conformément aux cadres établis des Nations Unies.

Mobilisons-nous pour mettre un terme à ce conflit insensé. Nous devons nous montrer résolus dans

nos efforts en faveur de la paix et déterminés à ce que justice soit faite.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Bachelet de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Luzan.

**M<sup>me</sup> Luzan** (*parle en anglais*) : C'est pour moi un immense honneur de représenter aujourd'hui la société civile ukrainienne, qui s'est mobilisée dès les premières heures qui ont suivi l'invasion russe à grande échelle du 24 février, comme elle le fait déjà depuis huit ans que dure la guerre.

Nos efforts concertés ont pour but de soutenir les courageux Ukrainiens qui se battent sur le front ainsi que dans les administrations publiques à Lviv, Kyïv et Kramatorsk. Il s'agit de volontaires, de travailleurs municipaux plantant des fleurs à Kharkiv et dans d'autres villes d'Ukraine lourdement pilonnées. Il s'agit de cheminots qui évacuent des personnes pour les mettre à l'abri des hostilités et de la mort. Il s'agit de boulangers, de caissiers, d'épiciers et de toutes les personnes touchées par la guerre. Le cœur de toutes les Ukrainiennes et de tous les Ukrainiens bat désormais à l'unisson.

Dans le chaos de la guerre, personne ne doit être laissé de côté. Les personnes, leur vie, leur santé, leur honneur, leur dignité et leur sécurité seront toujours ce que nous avons de plus précieux. Pour honorer cet objectif, l'Ukraine et l'ensemble du monde civilisé devront faire face aux immenses difficultés causées par l'invasion militaire de la Fédération de Russie.

La guerre dure depuis huit ans. En 2021, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine, y compris dans les territoires occupés de Crimée et des régions de Donetsk et de Louhansk, approchait officiellement la barre des 1,5 million. Fin avril, l'Organisation internationale pour les migrations a indiqué que 7,7 millions de personnes étaient désormais déplacées à l'intérieur du pays à la suite de l'invasion à grande échelle du territoire ukrainien. Ces personnes doivent toutes supporter le même terrible fardeau qu'est le déplacement. Elles ont toutes besoin d'une même protection.

Nous ne devons pas non plus oublier les Ukrainiennes et les Ukrainiens – de Marioupol, de Tchernihiv, de Sievierodonetsk et d'autres villes et villages – qui ont été déplacés de force vers la Fédération de Russie. Ces personnes ont été déplacées de force, sans documents ni moyens de communication, et ont été soumises à

une « filtration » opérée par la Fédération de Russie. Au cours des deux derniers mois, plus d'un million de personnes ont subi ce sort, dont environ 200 000 enfants. Nous devons veiller à ce que celles et ceux qui souhaitent revenir en Ukraine ou se rendre dans d'autres pays aient la possibilité de le faire.

Les épreuves que les enfants et leurs parents ont dû affronter dans le contexte de la guerre sont colossales. La ligne d'assistance téléphonique de Right to Protection a reçu des appels provenant de parents qui, par désespoir, sont prêts à envoyer leurs enfants à l'étranger chez de parfaits inconnus, en raison des atrocités commises par les Russes à Kharkiv, Marioupol et dans d'autres villes. Le monde a été bouleversé par les récits de petits garçons âgés de 4 ou 5 ans à peine, franchissant la frontière seuls ou, dans le meilleur des cas, accompagnés de personnes qu'ils connaissaient à peine.

L'Ukraine et les pays de destination doivent s'acquitter de leur responsabilité de protéger ces petits Ukrainiens vulnérables afin qu'ils puissent franchir les frontières en toute sécurité, avec le soutien d'agents de l'État et de représentants des services de l'enfance spécialement formés. Les pays d'accueil doivent garantir leur protection au plus haut niveau ; le regroupement familial doit être encouragé ; et leur retour en Ukraine au sortir de la guerre, en temps voulu et en toute sécurité, doit être garanti.

Le nombre de civils tués ou blessés ne cesse d'augmenter. Le sort de dizaines de milliers de personnes à Marioupol, Kherson, Kharkiv, Tchernihiv et Irpin est incertain. Les familles ne sont pas toujours en mesure de fournir la preuve du décès de leurs proches, même si elles ont été témoins des derniers instants des personnes concernées. La communauté internationale doit aider le Gouvernement ukrainien à mettre en place et appliquer des mesures adéquates en matière d'enquête et de poursuites judiciaires, car chaque vie est inestimable et les familles sont en droit de connaître la vérité.

Je tiens à évoquer les Ukrainiennes et les Ukrainiens qui ont fui l'Ukraine en quête de sécurité en direction de l'Union européenne et d'autres pays du monde civilisé. Ces citoyens ukrainiens, en grande majorité des femmes et des enfants, ne doivent pas être oubliés. Nous devons défendre leurs droits, leur fournir un abri, les protéger de la traite des êtres humains et leur garantir l'accès aux services, y compris à une aide psychologique. Les apatrides et les ressortissants

de pays tiers qui avaient précédemment trouvé refuge en Ukraine doivent également se voir accorder une protection, au même titre que les Ukrainiens.

Enfin, il est primordial de mentionner le grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont beaucoup n'ont même pas de toit. Dans de nombreux cas, les conditions d'hébergement temporaire ne sont pas conformes aux normes élémentaires relatives à un logement convenable. Les déplacés vivent dans des centres collectifs ou de transit installés dans des écoles ou des lieux d'usage commun qui sont rarement conçus pour fournir un abri en période de froid.

Plus de 32 millions de mètres carrés de logements et autres propriétés ont été détruits, endommagés ou occupés. Malgré les destructions massives dont le monde a été témoin à Boutcha, Irpin, Tchernihiv et Kharkiv, des milliers de civils ont regagné leurs foyers endommagés ; certains ne les ont jamais quittés. Toutes ces personnes ont besoin de toute urgence d'un logement temporaire ou permanent adéquat, en particulier pour affronter les périodes froides de l'automne et de l'hiver. Celles qui ont choisi de ne pas quitter leurs habitations endommagées doivent bénéficier d'un soutien matériel indispensable, sous forme notamment de matériaux de construction, d'outils, de bâches en plastique et d'assistance physique.

Par ailleurs, cette destruction massive et sans précédent d'infrastructures civiles requiert des solutions pérennes de la part des autorités ukrainiennes, avec l'appui de la communauté internationale. Nous appelons tous les membres du Conseil de sécurité, les organisations internationales et les gouvernements à apporter un soutien sans faille au peuple ukrainien en ces heures sombres.

Au nom des millions de personnes qui ont perdu la vie, de celles qui ne sont pas encore nées et des habitants de l'Ukraine, État Membre de l'ONU depuis 1945, qui ont survécu, il nous incombe de reformuler la Déclaration universelle des droits de l'homme et de lui conférer un nouveau sens.

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits pour vivre en paix ».

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Luzan de son exposé.

J'appelle l'attention des orateurs et oratrices sur le paragraphe 22 de la note du Président parue sous la cote S/2017/507, qui encourage tous les participants

aux séances du Conseil de sécurité à faire leurs déclarations en cinq minutes ou moins, conformément à l'engagement du Conseil à faire un meilleur usage des séances publiques.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Hoxha** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter la présidence britannique du brio avec lequel elle a dirigé le Conseil de sécurité pendant le mois d'avril. Je vous souhaite, Madame la Présidente, ainsi qu'à l'équipe des États-Unis, plein succès ce mois-ci. Je tiens également à remercier le Secrétaire général de ses observations, de son engagement clair en faveur du respect du droit international et surtout, des efforts qu'il a déployés pour négocier le passage sûr des civils en provenance de Marioupol à l'occasion de ses récentes visites en Russie et en Ukraine. Nous devons tous être fiers de ce que le système des Nations Unies fait pour aider l'Ukraine et son peuple. Je tiens aussi à remercier le Secrétaire général adjoint Griffiths, la Haute-Commissaire Bachelet et M<sup>me</sup> Luzan des informations importantes et actualisées, mais qui ne prêtent guère à l'optimisme, qu'ils nous ont communiquées.

La guerre absurde, non provoquée et injustifiée que la Russie a lancée contre l'Ukraine entre dans son troisième mois. Alors que la Russie continue de s'enfermer dans un déni absolu, le monde lui continue d'être le témoin d'une tragédie humaine sans fin. Malgré les appels venus du monde entier, rien ne laisse entrevoir la fin de cette guerre. Les appels en faveur d'une pause humanitaire pendant la Pâque orthodoxe sont restés lettre morte. La guerre continue d'infliger des souffrances injustifiées à l'Ukraine et à sa population. Les bombardements et pilonnages frappant sans discrimination des zones habitées, les meurtres de civils et les attaques dirigées contre des établissements de santé, des écoles et des infrastructures civiles se poursuivent. Des exécutions extrajudiciaires, des violences sexuelles et des viols – des actes qui peuvent constituer des crimes de guerre –, ont été signalés et se multiplient, comme nous l'a dit le Secrétaire général adjoint Griffiths.

Les régions de l'est et du sud de l'Ukraine sont aujourd'hui celles qui subissent les conséquences les plus lourdes, tandis que les frappes aériennes se poursuivent dans de nombreuses régions du pays, causant des dommages supplémentaires et des pertes civiles. Chaque fois que nous nous réunissons ici, on nous communique de nouvelles informations faisant état de morts ou de blessés, de nouvelles atrocités qui ont été

découvertes et de nouveaux ravages, comme la destruction de cet appartement à Odessa, suite à laquelle huit civils, dont un bébé de 3 mois, ont été tués, sans oublier tous ces terribles témoignages que la Haute-Commissaire Bachelet vient de mentionner.

Cependant, les effets des agissements de la Russie ne se limitent pas à l'Ukraine. Plus de 5 millions de personnes ont été contraintes de franchir la frontière. Personne n'aurait pu imaginer que le grenier du monde pouvait se transformer aussi rapidement de champs de blé en champs de bataille. La faim dans le monde atteint des niveaux alarmants, exacerbée comme jamais par cette guerre qui détruit un pays, agresse les pays en développement et défie le monde entier.

À ce jour, 1 200 cadavres ont été découverts dans les environs de Kyïv, presque tous des civils, tués d'une balle dans la tête. Les membres du Conseil ne manqueront pas de se rappeler que le Kremlin considérait les Ukrainiens comme des frères, et pourtant il les tue. Quand quelqu'un tue sa propre famille, c'est un monstre. Des soldats ont commis des actes de torture, des viols et des meurtres, et on les a décorés pour leur bravoure. Or, ils doivent rendre des comptes, et non être célébrés.

Tandis que la Russie piétine et ne cesse de redéfinir sa stratégie, tout indique que les commandants désabusés ont renoncé à la doctrine militaire et rasant maintenant les villes et terrorisent les civils pour prouver qu'ils enregistrent des succès. C'est une victoire à la russe. Lorsqu'on ne parvient pas à triompher sur le champ de bataille, on se livre à des atrocités, un terrible mariage entre incompetence et barbarie. C'est une réalité cruelle et une perspective effrayante.

Plus la Russie peine à vaincre la résistance ukrainienne, plus le discours du Kremlin monte en puissance jusqu'à l'idée folle de la guerre nucléaire. C'est ignoble d'agiter le spectre de l'arme nucléaire. De tels propos ont été tenus une première fois par le Président lui-même, puis par un autre responsable, et ensuite par la machine de propagande que rien ne semble pouvoir arrêter. Quel est l'intérêt de montrer à la télévision une arme nucléaire, capable de déclencher un tsunami suffisamment puissant pour engloutir le Royaume-Uni tout entier ? Quel est l'intérêt de mettre en scène une explosion nucléaire en plein cœur de l'Irlande ? Il ne pourrait y avoir de contraste plus saisissant entre les rêves et les projets de la science de conquête de l'espace et d'installation de la civilisation humaine au-delà de notre planète et ces discours archaïques et révolus sur l'éventuel emploi d'armes de destruction massive et l'anéantissement de la

civilisation à cause d'une guerre menée par choix et qui est en train d'être perdue.

Léon Trotsky a écrit :

« L'armée est le miroir de la société et souffre de toutes ses maladies, normalement à une température plus élevée ».

C'est pourquoi la vérité est essentielle pour que l'opinion nationale et internationale ne se laisse pas berner par la propagande et les théories du complot diffusées sans relâche depuis un trou noir d'où seules les ténèbres s'échappent.

Avant-hier, nous avons célébré la Journée mondiale de la liberté de la presse. Je tiens à rendre hommage à tous les journalistes courageux qui risquent leur vie pour révéler la vérité et tenir le monde informé de la guerre en Ukraine.

Les citoyens russes doivent se rendre compte que cette guerre ne glorifie pas leur pays. Elle l'a isolé, comme jamais auparavant. Elle ne le rend pas plus prospère. Au contraire, elle le tire vers le bas. Elle ne le mène pas vers la modernité, mais l'entraîne plutôt dans un passé révolu.

Personne ne veut détruire la Russie. Personne ne veut éliminer la Russie. S'il a fait de mauvais choix et pris de mauvaises décisions, le Kremlin peut rectifier le tir, ce qui signifie mettre fin à la guerre, rappeler ses soldats, faire le choix de la raison, reprendre le chemin de la diplomatie, respecter son voisin et laisser ce grand cœur ukrainien battre librement, comme l'a mentionné M<sup>me</sup> Luzan. Voilà ce qu'il faut faire. Le mot d'ordre ici est *mir*.

Après plusieurs tentatives infructueuses, il a été possible, au prix d'efforts laborieux, d'évacuer en toute sécurité un certain nombre de civils retranchés dans l'aciérie de Marioupol. Comme nous l'avons entendu, cette opération d'évacuation est en cours. C'est la preuve, bienvenue mais dérisoire au vu de l'ampleur de la tragédie en Ukraine, que la diplomatie peut produire des résultats quand la volonté est au rendez-vous.

Les chanceux qui voient à nouveau la lumière du jour après avoir passé des semaines sous terre pour échapper à des bombardements incessants disent qu'avant d'être escortés vers des zones non occupées de l'Ukraine, ils ont été interrogés par des agents du Service fédéral de sécurité russe qui cherchaient à obtenir des informations sur les tunnels du complexe sidérurgique Azovstal, dans le but de localiser les soldats ukrainiens

se trouvant encore dans la seule partie de Marioupol qui n'est pas occupée par les forces russes. Par « occupée », il faut comprendre « détruite ». Il y a seulement deux mois, Marioupol était une ville florissante, comptant près d'un demi-million d'habitants. La stratégie de la terre brûlée appliquée par la Russie l'a transformée en ossuaire de l'Ukraine.

Nous savons maintenant que le grand prétexte invoqué pour justifier la guerre était que l'invasion de l'Ukraine visait à libérer le pays des nazis, alors que le premier citoyen, le Président de l'Ukraine, est juif. Cette théorie va toutefois encore plus loin.

Prétendre que les antisémites les plus ardents sont généralement des Juifs et que Hitler avait du sang juif, ce qui sous-tend que les Juifs seraient responsables de l'Holocauste, tout comme les Ukrainiens seraient en train de massacrer leur peuple et de détruire leur propre pays, ne relève pas de l'humour noir. Il ne s'agit pas d'une de ces informations fallacieuses ordinaires que l'on écarte facilement comme étant des inepties. Il s'agit d'une des pires théories du complot qui soient. Lorsque le diplomate le plus haut placé se répand en pareils propos scandaleux, on peut dire qu'il est tombé bien bas, depuis une ligne de crête très dangereuse.

Nous ne sommes pas en compétition pour savoir qui parle le plus ou le plus fort. Nous sommes ici pour essayer de mettre fin à cette guerre et à ces crimes, de protéger les civils et de faire en sorte que les auteurs de ces crimes n'aient pas leur place dans notre monde, mais uniquement dans le leur, celui où ils paient pour leurs actes en rendant des comptes.

Nous saluons les efforts considérables déployés par l'Union européenne pour répondre à la très forte augmentation des besoins humanitaires et apporter un appui militaire, financier et autre à la reconstruction. Nous saluons la tenue aujourd'hui à Varsovie de la conférence internationale de haut niveau des donateurs en faveur de l'Ukraine, durant laquelle l'Albanie a fait une promesse de contribution.

Comme nous l'avons entendu, le Secrétaire général a été reçu à Moscou où il a eu des échanges difficiles avec les autorités. Il s'est également rendu à Kyïv. Aussi atterrant et scandaleux que cela puisse paraître, Kyïv a été bombardée pendant sa visite et pendant qu'il s'exprimait. Nous avons rarement vu un tel mépris pour l'ONU, le Secrétaire général et l'ensemble du personnel des Nations Unies. Je ne sais pas comment les Russes

expliquent cela, à moins que ce ne soit de la même manière qu'ils expliquent tout le reste : c'est la faute des Ukrainiens.

Je voudrais conclure par la remarque suivante : nous devons rejeter fermement toute idée de division territoriale de l'Ukraine imposée par la force à la suite de l'agression. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons aujourd'hui : la création d'entités artificielles, que ce soit par l'occupation ou par procuration, est inacceptable. Cela ne devrait pas être toléré en Ukraine ni ailleurs.

**M. de la Fuente Ramírez** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je félicite le Royaume-Uni de sa présidence du Conseil de sécurité le mois dernier et souhaite aux États-Unis toute la réussite possible durant sa présidence pour le mois en cours. Je remercie le Secrétaire général António Guterres, la Haute-Commissaire Michelle Bachelet, le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths et M<sup>me</sup> Tetiana Luzan de leurs exposés de ce jour.

Tout d'abord, je salue les efforts déployés par le Secrétaire général durant sa récente mission en Russie et en Ukraine, qui a notamment permis l'évacuation d'un nombre considérable d'un nombre important de civils très éprouvés à l'usine Azovstal de Marioupol. Dans ce contexte, l'action du Comité international de la Croix-Rouge est également louable. L'aide humanitaire doit rester notre priorité à travers l'application de la résolution ES-11/2, adoptée par l'Assemblée générale le 24 mars.

Nous appuyons le Secrétaire général dans ses bons offices et ses efforts diplomatiques visant à trouver une solution pacifique à ce conflit, qui dure depuis plus de 10 semaines, qui a de très graves conséquences sur la population civile ukrainienne et dont les répercussions au niveau mondial commencent déjà à se faire durement sentir. En attendant qu'une cessation des hostilités soit obtenue et que des progrès soient accomplis sur la voie d'une solution diplomatique, l'objectif doit être de fournir d'urgence l'aide humanitaire requise et de protéger la population civile et les infrastructures indispensables à la satisfaction des besoins élémentaires des habitants de l'Ukraine. Les chiffres qui nous ont été communiqués à propos des victimes, des dégâts et des coûts que ce conflit a entraînés jusqu'à présent sont alarmants, sachant que, hélas, les chiffres réels sont probablement encore pires.

Il y a un an, le Conseil de sécurité adoptait à l'unanimité la résolution 2573 (2021), qui exige de toutes les parties à un conflit qu'elles respectent intégralement

leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. L'Organisation mondiale de la Santé a jusqu'à présent recensé 186 attaques contre des installations sanitaires et hospitalières dans le cadre du conflit, c'est inacceptable. Nous devons en outre déplorer les attaques recensées contre des écoles, des barrages, des gares ferroviaires, des entrepôts alimentaires et des logements, en autres, qui témoignent d'un mépris total du droit international humanitaire.

Nous réaffirmons l'obligation de faire la distinction entre la population civile et les biens de caractère civil, d'une part, et les combattants et les objectifs militaires, d'autre part. Il est inadmissible d'attaquer, de détruire ou de mettre hors d'état des biens qui sont indispensables à la survie de la population civile, ce qui est encore plus tragique quand ces agissements interviennent dans un contexte caractérisé par des besoins humanitaires considérables et croissants.

Le Mexique suivra de près les faits nouveaux concernant l'enquête annoncée par le Procureur de la Cour pénale internationale sur la situation en Ukraine. De telles enquêtes sont fondamentales, étant donné que le droit international forme la base de l'ONU. Le droit international est également à la base du multilatéralisme et de toutes les formes de coexistence respectueuse entre États souverains. Toutes les parties se sont engagées à respecter leurs obligations découlant de la Charte des Nations Unies, des divers traités et des autres sources de droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire.

La position du Mexique est sans ambiguïté : nous sommes partisans de la diplomatie préventive, nous sommes en faveur du dialogue et d'une solution politique fondée sur le droit international, et, surtout, nous voulons que l'humain soit au centre de l'action du Conseil, sans exception ni condition. Nous continuerons d'appeler à une cessation immédiate des hostilités, car c'est la première des priorités. Nous suivons de près les ordonnances de la Cour internationale de Justice et les enquêtes du Procureur de la Cour pénale internationale.

Nous répétons qu'en ratifiant la Charte des Nations Unies, tous les États se sont engagés à respecter la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des États. L'Ukraine ne peut pas faire exception. Ma délégation continuera de promouvoir tout ce qui permet un accès libre à l'aide humanitaire, et nous insistons sur la nécessité impérieuse que le Conseil de

sécurité sorte de la paralysie qui le retient en otage, et assume ses responsabilités, à savoir arrêter la guerre et rétablir la paix en Ukraine.

**M. de Rivière** (France) : Je remercie le Secrétaire général ainsi que M<sup>me</sup> Bachelet, M. Griffiths et M<sup>me</sup> Luzan pour leurs présentations.

Qu'il me soit permis de saluer le travail remarquable des organismes des Nations Unies et des acteurs humanitaires. Nous venons de l'entendre, la visite du Secrétaire général à Kyïv et à Moscou a permis l'évacuation de centaines de civils. Qu'il en soit remercié. Mais combien sont encore là-bas, terrés dans les tunnels de l'aciérie Azovstal, bloqués dans les recoins de Marioupol, pilonnés par l'armée russe ? Il est essentiel que l'évacuation des civils se poursuive en toute sécurité et sur la base du volontariat, en laissant le choix aux personnes évacuées de leur destination. La France condamne la reprise de l'offensive par la Russie et le maintien du siège de la ville au mépris du droit international humanitaire. Elle condamne également les frappes indiscriminées qui ont touché Kyïv lors de la visite du Secrétaire général. Celles-ci traduisent la piètre estime dans laquelle la Russie tient l'Organisation des Nations Unies, elle qui ne cesse de piétiner la Charte et ses principes fondateurs depuis le début de cette guerre.

Depuis plus de deux mois, l'armée russe tue des civils, y compris des enfants, des personnels humanitaires et des journalistes. Plus d'un quart de la population ukrainienne a été forcé à fuir et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Les civils ne trouvent plus de répit ni dans les écoles ni dans les hôpitaux. La Russie bombarde de manière indiscriminée, frappe les infrastructures d'accès à l'eau et pose des mines dans les champs dans le but de priver la population ukrainienne des biens nécessaires à sa survie.

La priorité est à la cessation immédiate des hostilités et au plein respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme. L'accès doit être de toute urgence garanti, à Marioupol et dans toutes les villes assiégées, alors que plus de 15 millions de personnes ont besoin d'aide. La France continuera à prendre toute sa part. Elle a acheminé plus de 815 tonnes d'aide en réponse à la crise, et plus de 22 000 tonnes d'aide d'urgence ont été livrées par l'Union européenne. Notre soutien global va s'accroître et atteindre 2 milliards de dollars, comme l'a annoncé ce jour le Président Macron lors de la conférence des donateurs organisée par la Pologne et par la Suède.

Au-delà de l'Ukraine, le monde entier est affecté par cette guerre qui risque de faire basculer un cinquième de la population mondiale dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire. La Russie doit lever le blocus des ports ukrainiens en mer Noire afin de permettre l'exportation des denrées alimentaires.

Je le dis avec fermeté : les criminels de guerre seront traduits en justice. La France soutient à cet égard le déploiement rapide de mécanismes de reddition de comptes. Elle continuera à être résolument engagée aux côtés des Ukrainiens et des juridictions et mécanismes internationaux, notamment la Cour pénale internationale.

Enfin, je tiens à répéter que la France continuera de se tenir résolument aux côtés de l'Ukraine et de son peuple, auquel je souhaite ici rendre hommage pour son courage et sa résistance acharnée.

**M. Zhang Jun** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés le Secrétaire général António Guterres, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Martin Griffiths, et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M<sup>me</sup> Michelle Bachelet. J'ai également écouté la déclaration de M<sup>me</sup> Luzan.

Les combats en Ukraine sont en cours depuis plus de deux mois. La Chine a expliqué à de nombreuses reprises sa position à ce sujet. Plus le conflit durera, plus la population souffrira. La priorité immédiate consiste à redoubler d'efforts pour encourager un cessez-le-feu et la cessation des hostilités. Le Secrétaire général Guterres s'est rendu en Russie et en Ukraine la semaine dernière, et a rencontré les dirigeants des deux pays, appelant à créer les conditions propices à un dialogue véritable, afin de parvenir à un cessez-le-feu le plus rapidement possible. Par ailleurs, le Secrétaire général s'emploie sans relâche à atténuer la situation humanitaire.

Il est réconfortant de savoir qu'après la visite du Secrétaire général et grâce à une coordination accrue entre l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge, la Russie et l'Ukraine ont accepté d'organiser l'évacuation des civils bloqués à Marioupol. Plus de 300 civils ont été évacués avec succès de Marioupol et d'autres lieux vers Zaporijia. La Chine se félicite de cette avancée, rendue possible grâce aux consultations entre les parties concernées, et remercie le Secrétaire général du rôle déterminant qu'il a joué à cet égard.

À l'heure actuelle, la crise humanitaire causée par le conflit reste désastreuse, et le nombre de victimes civiles qui ne cesse de croître est profondément

déplorable. Une fois de plus, nous appelons les parties au conflit à faire preuve de la plus grande retenue, à éviter de blesser des civils innocents et d'endommager des installations civiles, et à donner la priorité à la fourniture de l'aide et des secours humanitaires aux groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants.

Faisant fond sur les évacuations effectuées à Marioupol, toutes les parties concernées doivent mettre en place un mécanisme de coordination humanitaire plus large et plus efficace, afin de garantir le bon fonctionnement, en toute sécurité, des couloirs humanitaires et d'évacuation, et de réduire au minimum les conséquences humanitaires du conflit.

Les organismes humanitaires internationaux doivent continuer à mobiliser la communauté internationale pour qu'elle augmente les ressources, aide l'Ukraine et les pays voisins à faire face à la pression liée à la fourniture de l'aide humanitaire, et ne ménage aucun effort pour sauver des vies, soulager les souffrances de la population et créer les conditions propices à un retour des réfugiés dans leurs foyers en toute sécurité et de manière ordonnée.

Les signes qui laissent présager un conflit prolongé et prenant de l'ampleur sont vraiment inquiétants. Il convient de souligner que la livraison d'armes n'apportera pas la paix et que, dans un conflit, il n'y a pas de gagnant. Le dialogue et la négociation sont la seule façon de régler les différends, et elle est inévitable. La Russie et l'Ukraine ont posé quelques jalons lors des négociations précédentes, et c'est une raison de plus pour qu'elles poursuivent les pourparlers envers et contre tout. La communauté internationale doit créer un climat favorable aux négociations entre la Russie et l'Ukraine, et faire davantage pour faciliter le règlement politique, et non l'inverse. Il est moralement méprisable de tenter de tirer profit de l'aggravation du conflit, et, sur plan concret, c'est également dangereux. Agir de la sorte ne peut que se retourner contre nous.

La poursuite du conflit et les sanctions aveugles et tous azimuts soumettent les populations de tous les pays, en particulier les pays en développement, à une hausse des prix alimentaires et des prix du pétrole et à d'autres lourdes conséquences. La saisie arbitraire et le gel des réserves en devises d'autres pays reviennent à militariser l'interdépendance économique, ce qui entraîne davantage d'incertitudes et de dangers pour l'économie mondiale et les relations internationales.

Nous appelons la communauté internationale à renforcer la coordination des politiques macroéconomiques, et à travailler ensemble pour réguler et contenir efficacement les retombées négatives du conflit ukrainien.

Les enseignements de la crise ukrainienne sont profonds et méritent que nous y réfléchissions sérieusement. La sécurité de tous les pays est indivisible. Fonder la sécurité d'un pays sur l'insécurité des autres n'est ni raisonnable ni réalisable.

L'expansion constante de l'OTAN vers l'est après la guerre froide n'a pas seulement échoué à rendre l'Europe plus sûre, elle a aussi semé les graines du conflit. Contrairement à son affirmation selon laquelle elle est une organisation de nature défensive, l'OTAN a lancé sans raison des guerres contre des pays souverains, causant des pertes colossales et des catastrophes humanitaires.

Après-demain, nous serons le 7 mai. Le 7 mai 1999, l'OTAN a tiré un certain nombre de missiles à guidage de précision sur l'ambassade de Chine en Yougoslavie, tuant trois journalistes chinois et blessant plus de 20 diplomates chinois. Le peuple chinois n'oubliera jamais cette atrocité barbare et ne permettra jamais qu'une telle histoire se répète. Maintenant que la guerre froide est derrière nous, il va de soi que l'OTAN doit évaluer la situation et procéder aux ajustements nécessaires. S'accrochant à une doctrine anachronique de la sécurité et prompt à provoquer des confrontations entre blocs et à créer des tensions en Europe, voire dans la région de l'Asie et du Pacifique et dans le monde entier, elle s'engage dans des pratiques aussi nuisibles pour les autres que délétères pour ceux qui les appliquent, et qui ne méritent rien de moins que la ferme opposition de la Chine. Le monde n'a pas besoin d'une nouvelle guerre froide, et il ne peut se permettre de nouveaux troubles et de nouvelles divisions.

Pour régler les problèmes concrets liés à la sécurité de toute l'humanité et rechercher une solution à long terme visant à garantir la paix mondiale, la Chine engage solennellement tous les pays à réaffirmer leur attachement aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, à défendre en toute bonne foi le principe de l'indivisibilité de la sécurité, à créer une synergie grâce à la concertation et à construire ensemble une architecture de sécurité mondiale et régionale équilibrée, efficace et durable.

**M. Agyeman** (Ghana) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Madame la Présidente, pour l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai et vous souhaiter plein succès au cours de ce mois. Je saisis également cette occasion pour remercier l'Ambassadrice Barbara Woodward et la délégation britannique de la compétente avec laquelle elles ont dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

Nous remercions le Secrétaire général de sa déclaration et avons écouté avec beaucoup d'attention les importants exposés présentés par le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Martin Griffiths, et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, et nous les remercions également de coordonner les efforts et les activités menés par l'ONU en Ukraine.

Nous remercions également M<sup>me</sup> Tetiana Luzan, de Right to Protection, d'avoir mis en lumière l'action menée par son organisation dans le domaine de l'aide à la protection.

Ce sont les citoyens ukrainiens ordinaires qui continuent à faire les frais de la guerre, les femmes, les enfants et les personnes âgées étant touchés de manière disproportionnée. C'est pourquoi nous devons impérativement agir de toute urgence pour endiguer la crise humanitaire qui s'aggrave et redonner au peuple ukrainien un espoir de paix, qui lui a jusqu'à présent échappé.

Par conséquent, nous nous félicitons des importantes initiatives du Secrétaire général durant sa récente visite à Moscou et à Kyïv, où il s'est entretenu avec le Président Poutine et le Président Zelenskyy, a personnellement évalué les conséquences de la guerre et a contribué à mobiliser les efforts en faveur d'une évacuation humanitaire à Marioupol.

Nous encourageons le Secrétaire général à continuer à user de ses bons offices dans le cadre de l'effort déployé au niveau international pour mettre fin à la guerre et donner plus de chances de succès à une solution diplomatique aux crises humanitaire et de sécurité en cours en Ukraine.

Nous saluons le rôle de facilitateur joué par l'ONU et par le Comité international de la Croix-Rouge dans l'évacuation coordonnée des civils de l'aciérie Azovstal le 3 mai dernier. Toutefois, nous regrettons la reprise des bombardements intensifs et le fait que des frappes aériennes ont visé l'usine avant que toutes les personnes n'aient pu être mises en sécurité. Des efforts

soutenus doivent être déployés pour procéder à l'évacuation immédiate de près d'un millier de personnes, dont une trentaine d'enfants, qui se terrent toujours dans les tunnels souterrains de l'aciérie, avec un accès limité aux vivres, à l'eau et à des soins médicaux. Nous exhortons les parties à se mettre d'accord pour instaurer de nouvelles pauses humanitaires et mettre en place des couloirs humanitaires démilitarisés dans toutes les zones assiégées afin de protéger la vie des civils et de garantir l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire en vue d'atténuer les souffrances.

Nous soulignons l'obligation qui incombe aux parties d'agir conformément aux règles du droit international et du droit international humanitaire, et nous leur demandons à nouveau de faire le nécessaire pour protéger les civils et le personnel humanitaire, tout en s'abstenant de détruire délibérément les infrastructures civiles et critiques, notamment à Lviv, Kharkiv, Odessa et dans la région du Donbass, où des combats intenses continuent de faire rage.

Nous demeurons préoccupés par les informations de plus en plus nombreuses faisant état de violations flagrantes des droits humains et d'allégations de crimes de guerre, notamment d'exécutions sommaires, de disparitions forcées, de traite d'êtres humains et de violences sexuelles liées au conflit, et nous réaffirmons que des enquêtes indépendantes, impartiales et approfondies doivent être menées pour garantir l'application effective du principe de responsabilité et rendre justice aux victimes innocentes de la guerre. À cet égard, nous saluons l'ouverture d'enquêtes sur toutes les allégations d'atrocités.

Au-delà des destructions et de la crise humanitaire que connaît l'Ukraine, les conséquences de la guerre se font déjà sentir sur les systèmes alimentaires, énergétiques et financiers du monde entier. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire et le coût élevé de l'énergie ont provoqué des hausses historiques du coût de la vie à l'échelle mondiale. Les effets économiques dévastateurs, ainsi que les difficultés existantes liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), risquent d'attiser les tensions et l'instabilité sociopolitiques, en particulier dans les économies en développement qui disposent d'une faible marge de manœuvre budgétaire pour contenir les chocs.

Par conséquent, mettre fin à la guerre en Ukraine est un impératif urgent pour épargner au peuple ukrainien une crise humanitaire, mais c'est aussi essentiel pour prévenir un effondrement mondial, qui s'inscrirait

dans la durée et aurait de profondes répercussions sur l'économie mondiale, l'architecture de sécurité et l'ordre multilatéral. En outre, nous constatons avec préoccupation que les engagements déclarés des parties à entamer des négociations n'ont pas encore produit les résultats escomptés en raison d'une méfiance croissante et de divergences de plus en plus marquées quant à leurs attentes. Nous encourageons les parties à renouveler leur engagement en faveur de la paix et du règlement de leur différend.

Dans ce contexte, la communauté internationale, et le Conseil de sécurité en particulier, doivent surmonter les obstacles qui se dressent sur le chemin d'un dialogue constructif – en premier lieu, pour promouvoir la cessation immédiate et inconditionnelle des hostilités et, en second lieu, pour mettre en place un cadre au sein duquel les grandes préoccupations géopolitiques et en matière de sécurité de la Fédération de Russie, de l'Ukraine, de l'OTAN et de ses pays alliés peuvent être abordées de manière durable.

Pour conclure, nous appelons les membres du Conseil à faire cause commune et à œuvrer au rétablissement et au maintien de la paix et de la sécurité en Ukraine.

**M. Kimani** (Kenya) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Madame la Présidente, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours.

Je remercie le Secrétaire général de ses observations et lui souhaite bon retour à New York après ses nombreux et importants déplacements. Je remercie également les autres intervenants de leurs exposés et du travail qu'ils accomplissent chaque jour. Nous souhaitons également la bienvenue à la présente séance au Représentant permanent de l'Ukraine et au Vice-Premier Ministre de la Pologne, entre autres orateurs.

Les exposés que nous avons entendus démontrent clairement que la guerre en Ukraine, qui découle de la violation par les armes de l'intégrité territoriale de ce pays par la Fédération de Russie, a causé d'énormes souffrances. Malheureusement, force est également de constater que les combattants n'accordent pas suffisamment d'attention à la protection des civils. Après tout, les millions de civils qui ont fui leurs foyers ont pris cette décision uniquement parce qu'ils ont compris que leur vie et leurs biens seraient directement touchés par le conflit.

Nous sommes profondément préoccupés par l'évolution récente de la situation à Marioupol, Izioum et Popasna, entre autres villes. Les informations en provenance de ces villes font état de tirs d'artillerie lourde et de frappes aériennes qui détruisent des biens de caractère civil à grande échelle. Ces actes constituent une violation de la Charte des Nations Unies, du droit international et du droit international humanitaire.

Le Kenya condamne l'emploi disproportionné de la force, l'utilisation de boucliers humains et l'exploitation de la souffrance des civils comme tactique de guerre. S'il est important que le Conseil de sécurité condamne sans ambiguïté les personnes qui transgressent nos valeurs et nos règles communes, il est encore plus urgent de mettre fin au cycle actuel d'escalade. Les déclarations publiques émanant des combattants et de leurs alliés laissent penser que les civils ukrainiens ne peuvent guère espérer de répit face à cette violence. Au contraire, de plus en plus d'armes et de soldats sont en train d'être déployés.

La guerre elle-même et ses objectifs sont présentés comme étant un enjeu existentiel. Les médias évoquent même régulièrement la possibilité de l'emploi d'armes nucléaires. L'intensification des combats sur le champ de bataille, combinée à la propagande qui les accompagne et qui vise à façonner l'opinion publique nationale et internationale, ainsi qu'au ton apocalyptique employé, pourrait provoquer une escalade bien plus dangereuse que celle observée à l'heure actuelle, avec pour conséquence un plus grand nombre de victimes ukrainiennes.

Parallèlement aux préjudices causés aux civils en Ukraine, il y a les préjudices que cette guerre cause dans d'autres régions du monde. Le fait que l'Ukraine ne peut pas exporter ses récoltes et ses engrais concourt directement à l'appauvrissement de plusieurs millions de personnes et compromet lourdement leur sécurité alimentaire. Ce constat vaut tout particulièrement pour les pays du Sud, relativement pauvres et en proie à l'insécurité alimentaire, notamment ceux d'Afrique. Les sanctions sans précédent prises en réaction à la guerre ont également des incidences sur le développement mondial, la sécurité alimentaire, voire la stabilité politique.

Chaque fois qu'on évoque l'emploi d'armes nucléaires comme pouvant s'inscrire dans la continuité de ce conflit, chaque fois qu'on affirme que la guerre ne cessera pas tant qu'une partie ne sera pas définitivement neutralisée, les marchés mondiaux des actions et de la dette se retirent des économies de marché émergentes

plus risquées, et les investisseurs retardent ou annulent les investissements dont nous avons toutes et tous besoin pour pouvoir offrir suffisamment d'emplois à nos jeunes.

Nous sommes donc convaincus que les civils ukrainiens, même si c'est sur eux que pèse la menace directe d'une violence extrême, partagent les mêmes intérêts en matière de sécurité que les milliards de civils à travers le monde. Cela signifie qu'une cessation immédiate des hostilités à des fins humanitaires, suivie d'un cessez-le-feu structuré en vue de la tenue de négociations sérieuses entre l'Ukraine et la Fédération de Russie, est dans l'intérêt du monde entier. En outre, si nous voulons que les marchés mondiaux contribuent au développement des pays du Sud, au lieu de faire marche arrière, il convient d'asseoir l'ordre européen en matière de sécurité sur des fondements stables.

Au-delà de la crise économique mondiale qui continue de s'aggraver, la stabilité de l'ordre en matière de sécurité en Europe est également nécessaire si nous voulons limiter les dommages causés aux civils par les changements climatiques. La configuration actuelle des principales forces géopolitiques dans un conflit qui prend de l'ampleur rendra pratiquement impossible toute initiative ambitieuse en matière de lutte contre les changements climatiques. Avant même le début de la guerre, l'accord sur les mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets était plombé par un déficit de confiance, des objectifs fluctuants et des engagements non tenus. Si les changements climatiques causent effectivement de graves préjudices à l'humanité, comme nous le dit la science, alors nous pouvons considérer la guerre et ses répercussions délétères sur le multilatéralisme comme un nouveau coup porté à la sûreté et à la sécurité des civils du monde entier.

À ce rythme, le système multilatéral risque de ne pas survivre aux multiples crises majeures dont nous sommes à l'origine, tout en compromettant sa capacité de les résoudre. Pour contribuer un tant soit peu à la préservation de la paix, le Kenya exhorte les États Membres à faire davantage confiance aux bons offices du Secrétaire général. Le bilan du recours à ces bons offices se caractérise par de nombreux échecs, mais aussi par de grandes réussites. Le facteur décisif a toujours été la volonté des États en conflit et de leurs alliés les plus influents de laisser au Secrétaire général une marge de manœuvre suffisante pour mener des efforts de médiation à toutes les étapes du conflit.

Nous nous félicitons dès lors des récentes visites effectuées par le Secrétaire général en Russie et en Ukraine, à l'occasion desquelles il s'est employé à obtenir des engagements en faveur d'un cessez-le-feu et d'un passage humanitaire sûr, ainsi qu'à encourager les négociations. Nous exhortons les parties à se rallier à la médiation qu'il se propose d'assurer. Ce serait là un signe de leur considération et de leur respect pour l'ONU, cette organisation qui est la nôtre.

Je tiens, pour terminer, à souligner que la sape persistante, si ce n'est la destruction, du multilatéralisme n'aura qu'un seul effet : davantage de guerres. Ce sera une catastrophe pour les civils de multiples régions et pays. Mettre fin à la guerre en Ukraine, c'est l'occasion pour nous tous de nous montrer à la hauteur de la promesse qu'incarne la Charte des Nations Unies de préserver les générations futures de nos propres manquements.

Le Kenya réaffirme son respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

**M. Costa Filho** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier de leur participation à la présente séance le Secrétaire général António Guterres, la Haute-Commissaire Michelle Bachelet, le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths et M<sup>me</sup> Tetiana Luzan, notamment pour leurs témoignages directs sur le conflit en Ukraine.

Le Gouvernement brésilien continue de suivre de près le conflit en cours en Ukraine. Nos priorités absolues doivent être la cessation immédiate des hostilités et l'intensification des négociations diplomatiques afin de trouver une solution durable à cette crise, une solution qui non seulement mette fin au conflit mais contribue également à améliorer l'architecture de sécurité et de défense en Europe. Outre les violations des droits humains et le coût humanitaire du conflit, nous sommes également attentifs aux effets néfastes de la guerre sur l'économie mondiale, notamment avec la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, dont les conséquences pour les pays en développement sont particulièrement graves.

Nous prenons acte des efforts déployés par le Secrétaire général durant ses récentes visites à Moscou et à Kyïv pour discuter avec les Présidents Poutine et Zelensky des modalités d'ouverture de couloirs humanitaires sécurisés permettant l'évacuation des civils des

zones de conflit, comme la ville de Marioupol. Nous saluons le travail inlassable dont s'acquittent l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge pour fournir une aide humanitaire à des millions de personnes en Ukraine, d'autant que les besoins d'aide humanitaire restent considérables. Nous tenons également à remercier les pays voisins de l'Ukraine d'avoir laissé leurs frontières ouvertes aux réfugiés.

Je veux également remercier le Secrétaire général d'avoir soulevé cet après-midi, bien que ce ne soit pas l'objet premier de la présente séance, l'incidence du conflit et de ses facteurs connexes sur la sécurité alimentaire dans le monde entier.

Le Brésil souligne qu'il importe que toutes les parties au conflit respectent pleinement le droit international humanitaire, en particulier ses dispositions relatives à la protection des civils. Plusieurs éléments revêtent une importance particulière pour le Brésil : premièrement, les conséquences du pilonnage de zones urbaines, notamment le recours à des armes explosives et le fait de prendre des civils pour cible ; deuxièmement, l'impératif d'éviter de détruire les infrastructures civiles et de perturber la fourniture de services essentiels ; troisièmement, la protection des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants, entre autres groupes vulnérables ; quatrièmement, la protection du personnel humanitaire et un accès humanitaire sans entrave ; et, cinquièmement, la protection des réfugiés et des déplacés.

Nous sommes convaincus que la résolution ES-11/2, résolution humanitaire adoptée par l'Assemblée générale en mars, fournit un cadre idoine à des mesures concrètes sur le terrain, comme la garantie d'un passage en toute sécurité pour les civils et d'un accès sans entrave pour le personnel humanitaire. En outre, la résolution fixe les principaux objectifs que nous devons nous efforcer d'atteindre, en particulier le plein respect, par toutes les parties au conflit armé, du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés.

Dans la limite de ses capacités, le Brésil contribue aux efforts humanitaires en offrant un refuge aux citoyens fuyant le conflit armé en Ukraine. Depuis mars, le Brésil a accordé des visas temporaires et des autorisations de séjour aux ressortissants ukrainiens et aux apatrides qui ont été affectés ou déplacés par les événements en Ukraine. Le Brésil a également envoyé des vivres, des médicaments et des purificateurs d'eau aux victimes du conflit.

La vie et le bien-être des civils dans les zones de conflit sont gravement menacées. Il y a urgence à instaurer une cessation des hostilités. Nous avons déjà été témoins de trop de souffrances. L'acheminement efficace de l'aide humanitaire est d'une importance capitale. En outre, il faut reprendre des négociations diplomatiques susceptibles de conduire à un règlement pacifique et durable de cette crise.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je me félicite du retour du Secrétaire général et je le remercie de son exposé cet après-midi. Je souhaite également une bienvenue particulièrement chaleureuse à la Haute-Commissaire Michelle Bachelet. Enfin, je remercie le Secrétaire général adjoint Griffiths et M<sup>me</sup> Tetiana Luzan d'avoir fait le point aujourd'hui sur la catastrophe humanitaire en Ukraine. Leurs exposés ont une fois encore fait ressortir le caractère aberrant de cette guerre illégale.

Onze semaines après le début de cette guerre injustifiée et injustifiable, nous restons témoins de destructions massives, d'attaques aveugles et de souffrances humaines intolérables. Chaque jour, les signalements de violations des droits humains et du droit international humanitaire par la Russie se font plus nombreux. Et, comme nous l'ont dit nos collègues autour de cette table, les répercussions du conflit se font sentir bien au-delà de l'Ukraine et de l'Europe. La Russie doit dès maintenant mettre fin à sa guerre.

Nous saluons la décision courageuse du Secrétaire général de se rendre à Moscou et à Kyïv la semaine dernière. Les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ont clairement défini leur objectif premier : prévenir les souffrances humaines engendrées par la guerre.

Le Secrétaire général se fait notre interprète à tous lorsqu'il déplore cette guerre et appelle à y mettre fin. Le cynisme avec lequel de nouvelles attaques ont visé des infrastructures civiles précisément pendant son séjour à Kyïv et après sa visite à Moscou est une preuve de plus du mépris affiché à l'endroit de l'ONU. Il est plus que regrettable qu'il nous faille rappeler que le Secrétaire général est nommé par tous les Membres de l'ONU. Son mandat lui a été confié par tous les États Membres. Nous avons une responsabilité envers le Secrétaire général.

Ce que le Secrétaire général a observé à Boutcha, à Irpin et à Borodianka s'inscrit dans la continuité des ravages provoqués à Kharkiv, Kherson, Marioupol et ailleurs. Les civils, il l'a dit, paient le plus lourd tribut à ce conflit.

Nous saluons le travail des organismes des Nations Unies en Ukraine et des organisations avec lesquelles ils collaborent pour soulager les souffrances sur place. Ils ont tout notre appui et toute notre reconnaissance.

Nous félicitons le Secrétaire général d'œuvrer à mettre en place les modalités de l'évacuation des civils de Marioupol. Nous saluons le travail dont s'acquittent là-bas l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge pour sauver des vies. Nous estimons que des milliers de personnes sont toujours prises au piège et en état de siège. Nous encourageons toutes les parties à faire en sorte que ces opérations d'évacuation en toute sécurité se poursuivent et que l'aide humanitaire parvienne à tous ceux qui en ont besoin.

Les parties au conflit doivent respecter le droit international humanitaire, notamment l'obligation de restreindre leurs attaques aux objectifs militaires, l'interdiction d'attaquer les biens de caractère civil et de livrer des attaques aveugles et disproportionnées, et l'obligation de prendre toutes les précautions possibles au cours d'une attaque. Le respect de ces dispositions n'a rien de facultatif.

La Haute-Commissaire Bachelet nous a rappelé aujourd'hui que les civils continuent de faire les frais de cette guerre intolérable. Nous condamnons les violations abjectes recensées par la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine : meurtres illégaux, y compris des exécutions sommaires ; violences sexuelles liées aux conflits ; détentions arbitraires et déportations, notamment de journalistes, de défenseurs des droits humains et de militants de la société civile ; disparitions forcées ; et torture des prisonniers de guerre. Toutes les allégations de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire doivent continuer de faire l'objet d'enquêtes et les responsables doivent être amenés à en répondre. Le peuple ukrainien ne mérite pas moins.

Soyons clairs. Jour après jour, nous sommes témoins des effets dévastateurs de l'emploi d'armes explosives, notamment des armes à sous-munitions interdites, par les forces russes dans des zones peuplées, au mépris des civils. Nous constatons le lourd bilan de la destruction de maisons, d'hôpitaux et d'écoles. Nous savons à quoi nous avons affaire : on ne peut qualifier cela d'informations fallacieuses. L'ampleur des destructions à elle seule contredit la version de la Fédération de Russie, qui tente de masquer et de déformer la réalité. Nous condamnons les attaques aveugles

et disproportionnées en toutes circonstances. Nous rejetons tous les efforts visant à remettre en question la réalité.

Nous sommes déterminés à faire en sorte que les responsables des crimes atroces commis en Ukraine en répondent et nous savons l'importance de l'enquête qu'est en train de mener la Cour pénale internationale pour contribuer à ce qu'il en soit ainsi.

Nous ne devons pas et ne pouvons pas accepter que les auteurs de ces horreurs restent impunis, que ce soit en Ukraine ou ailleurs dans le monde. Comme l'a dit la Haute-Commissaire la semaine dernière, « le principe de responsabilité est une pierre angulaire de la défense des droits de l'homme ». Nous ne manquerons jamais à notre devoir de défendre les droits de l'homme.

Nous appelons une fois de plus la Fédération de Russie à honorer ses obligations découlant du droit international en accordant un accès humanitaire total, sûr et sans entrave au personnel humanitaire, et en permettant à ceux qui veulent quitter l'Ukraine de le faire en toute sécurité et de choisir leur destination. Les civils qui choisissent de rester en Ukraine ne sont pas des combattants. C'est un fait pur et simple. Ils doivent être protégés, comme le prescrit le droit international humanitaire.

La communauté internationale et le Conseil ne doivent pas devenir insensibles à la dévastation et à la tragédie qui se poursuivent en Ukraine. Je suis choquée par la mort horrible d'une femme de 91 ans qui a survécu à l'Holocauste et qui est morte de froid dans une cave à Marioupol, sa vie prenant fin sous nos yeux comme un reflet honteux de l'époque où, enfant, elle s'était cachée pour sauver sa vie durant la guerre qu'elle appelait la Grande Guerre patriotique.

Mettre fin à la guerre aujourd'hui n'effacera pas ce qui a été fait. Cela ne ramènera pas les morts à la vie ni n'oblitérera l'horreur vécue par ceux qui ont été forcés de fuir. Il n'est pas possible d'annuler la souffrance humaine déjà causée dans le monde entier. Mais cela permettrait de faire cesser le massacre et de sauver des vies. La Russie doit mettre fin à son agression, respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international et retirer sans condition toutes ses forces de l'ensemble du territoire souverain de l'Ukraine.

Nous appelons une fois de plus la Fédération de Russie à cesser sa guerre. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, nous tenons à féliciter les États-Unis de leur accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai. Nous espérons que, contrairement à la présidence qui vient de s'achever, la leur sera efficace et impartiale, comme il se doit pour quiconque agit en qualité de Président du Conseil de sécurité et non de représentant national.

Nous nous voyons contraints de dire quelques mots au sujet de la participation de M<sup>me</sup> Bachelet, la Haute-Commissaire aux droits de l'homme. Je ne m'attarderai pas sur le fond de sa déclaration ni sur ses évaluations subjectives, sur lesquelles nous nous posons de nombreuses questions. Je voudrais rappeler à mes collègues et à la Haute-Commissaire que, conformément à la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, qui porte création du mandat de Haut-Commissaire, c'est à ce ou cette fonctionnaire qu'incombe à titre principal, sous la direction et l'autorité du Secrétaire général, la responsabilité des activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme ; dans le cadre de la compétence, des pouvoirs et des décisions d'ordre général de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Conseil des droits de l'homme. Aucune autre question, qu'il s'agisse du maintien de la paix et de la sécurité internationales ou de la protection des civils, ne relève de la compétence de la Haute-Commissaire.

Nous parlons depuis deux mois des événements en Ukraine, et depuis deux mois, outre le flot d'hostilité, de mensonges, de tromperies, de fausses informations, de haine et d'insultes, nous entendons la même question : comment la Russie a-t-elle pu, sans y être provoquée – soi-disant – attaquer une Ukraine souveraine, démocratique, non agressive, indépendante et pacifique qui ne représentait aucune menace pour la Russie ?

Parmi ceux qui le disent ou le pensent, j'admets que certains sont sincères et n'avaient probablement pas réalisé ce qui s'était passé en Ukraine durant toutes ces années. Mais il y a aussi certaines personnes et certains pays malhonnêtes qui rêvent depuis longtemps de transformer l'Ukraine en une rampe de lancement pour attaquer la Russie et font tout ce qui est en leur pouvoir, politiquement et idéologiquement, pour y parvenir et ce depuis que l'Ukraine est devenue indépendante, il y a 30 ans. Ils continuent de poursuivre ce dessein aujourd'hui en fournissant à tour de bras des armes à l'Ukraine.

La présente séance ne suffirait pas à énumérer tout ce qui s'est passé en Ukraine toutes ces années, et il est peu probable que la plupart des personnes réunies ici soient prêtes à écouter ou à comprendre ce que nous avons à dire – comme elles ne l'ont pas compris ou n'ont pas voulu le comprendre auparavant. Nous avons déjà évoqué à maintes reprises dans cette salle les difficultés liées à la traduction. Les représentants écoutent une interprétation des discours des autorités ukrainiennes, qui continuent de raconter ce que les membres ont envie d'entendre. Mais nous, nous écoutons les autorités de Kiev dans la langue originale, sans interprétation, et nous avons toujours été conscients de leurs machinations, de leur inflexibilité, de leurs mensonges et de leurs supercheries, y compris contre leur propre population, toutes ces années durant.

Au lieu de développer l'État, le régime a choisi l'oligarchie et la corruption tous azimuts, faisant sourciller jusqu'aux parrains occidentaux de Kiev. Nous savons comment ils ont voulu instaurer une idéologie fondée sur le rejet total de tout ce qui touche à la Russie et tout ce qui nous lie depuis des siècles. Certaines personnes ne sont pas au courant – et ne veulent pas l'être – des insultes et de la haine dont faisait l'objet tout ce qui était relié à la Russie, non seulement dans la vie de tous les jours, mais également au niveau de l'État et des personnalités publiques. Certains ne savent pas que durant les années d'indépendance, des livres d'histoire délirants ont appris à toute une génération d'Ukrainiens à haïr la Russie. La russophobie est devenue le premier produit national et le premier produit d'exportation de l'Ukraine. Il n'existe rien de tel au sein de la société russe vis-à-vis de l'Ukraine et du peuple ukrainien. Certains n'entendent tout simplement pas leurs slogans, ne remarquent pas qu'ils défilent avec des torches, ne voient pas les nationalistes et les nazis purs et simples.

L'historien ukrainien, Oles Buzina, un homme intelligent et patriote qui a été assassiné par des nationalistes en 2015 – un crime qui n'a fait l'objet d'aucune enquête à ce jour alors qu'on en connaît les auteurs –, a dit à juste titre qu'avec l'effondrement de l'empire, un nationalisme absurde et extrême, teinté d'un provincialisme profond, a commencé à voir le jour dans les zones frontalières. L'Ukraine en est l'exemple le plus clair.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'une guerre en Ukraine, comme on l'entend, il s'agit d'un conflit par adversaires interposés entre l'Occident et la Russie. C'est comme si l'Occident avait attendu ce moment pour lancer une spirale de répression contre la Russie. Si l'on

parle d'une guerre mondiale aujourd'hui, elle se déroule clairement sur le plan économique. Nous sommes persuadés qu'elle était préméditée, car la rapidité avec laquelle la spirale a été lancée ne laisse aucun doute sur le fait qu'elle avait été préparée bien à l'avance. Il s'agit d'un vol pur et simple, dans la plus pure tradition du Far West.

Au cas où quelqu'un ici ne le saurait pas, je voudrais signaler qu'en plus des innombrables sanctions, interdictions, et confiscations de biens privés de citoyens russes qui n'ont rien à voir avec l'opération militaire spéciale, les pays occidentaux ont gelé des comptes appartenant à la Russie d'une valeur de 300 milliards de dollars. De quel droit international parle-t-on ici ? Il ne s'agit certainement pas de l'ordre fondé sur des règles que l'Occident a inventé. Il ne s'agit même pas de colonialisme, comme lorsque l'Occident éclairé a imposé la civilisation à ses colonies, tout en pillant leurs ressources naturelles. Ce n'est rien d'autre que de l'anarchie et du vol pur et simple. Aujourd'hui, les masques sont tombés. Dans le même temps, il est maintenant à la mode d'accuser la Russie d'être responsable de la crise énergétique et alimentaire que l'Occident a lui-même créée.

Depuis huit ans, nous parlons des souffrances de la population du Donbass, des bombardements des forces armées ukrainiennes et des bataillons nationalistes, de la mort de civils causée par ces bombardements et du fait que ce n'est pas le Donbass qui a attaqué Kiev, mais Kiev qui a attaqué le Donbass, simplement parce que sa population n'a pas accepté le coup d'État et la politique d'ukrainisation totale menée par les autorités de Maïdan. Il n'y a eu aucune réaction. Les membres du Conseil ne veulent pas se souvenir que des manifestations similaires en 2014 ont été brutalement réprimées à Kharkov, à Odessa et à Marioupol même. Nous avons dit pendant ces huit années que cela devait cesser.

Cet objectif aurait facilement pu être atteint. Il aurait suffi que les autorités ukrainiennes mettent en œuvre les Accords de Minsk, au lieu de les renier publiquement en tirant profit de la protection et de l'appui de l'Occident et en pensant pouvoir agir en totale impunité. Mais elles aimaient avoir le sentiment de faire partie du monde dit civilisé et d'en être les vassales. Je me demande si, à la lumière de la situation actuelle, le Gouvernement ukrainien en faillite s'en mord les doigts. Après tout cela, face à tous les crimes commis par le régime de Kiev et malgré les avertissements, lorsque l'opération militaire spéciale pour libérer le Donbass a commencé, nous avons soudainement entendu des cris désespérés :

« qu'avons-nous fait de mal ? » Ceux qui connaissent le folklore ukrainien et russe sauront de quoi je parle. Mais je vais répondre moi-même à la question. Tout cela est la faute des soutiens et des parrains occidentaux qui se sont frotté les mains en voyant l'Ukraine devenir antirusse. Ce qui se passe actuellement n'a pas commencé à la fin du mois de février, ni même il y a huit ans. Tout a commencé bien plus tôt, avec l'encouragement et l'appui des États-Unis et de leurs satellites occidentaux.

Nous avons évoqué à plusieurs reprises nos préoccupations en matière de sécurité. Les Occidentaux ont fait fi de ces préoccupations, ne les ont pas prises au sérieux et se sont convaincus que la nature de l'OTAN était purement défensive, tout en rapprochant les limites de ce bloc de nos frontières. Aujourd'hui, ils parlent déjà d'un rôle mondial pour cette alliance, y compris en Asie. Nous avons présenté nos propositions pour une architecture de sécurité globale et indivisible. Ils les ont rejetées avec arrogance. Il ne faut pas essayer de nous convaincre aujourd'hui qu'ils n'ont jamais eu l'intention de pousser l'Ukraine à rejoindre l'OTAN. Cela faisait partie de leurs plans, si ce n'est dans l'immédiat, du moins à très court terme. Nous ne nous sommes jamais fait aucune illusion à cet égard.

Nous tenons à souligner une fois de plus que l'Occident n'a pas besoin de l'Ukraine en tant que telle. Ce pays n'a d'intérêt pour lui qu'en tant que terrain de confrontation avec la Russie. L'Ukraine ne doit pas non plus se faire d'illusions. L'Occident n'aidera pas l'Ukraine, si ce n'est en lui fournissant des armes et en tentant de prolonger le conflit. L'Occident est déjà en guerre contre la Russie, par adversaires interposés.

L'hypocrisie de nos partenaires occidentaux ne cesse de nous surprendre. Le souvenir de l'agression des États-Unis et de l'Occident en Iraq, en Libye, en Syrie et en Yougoslavie et de la campagne peu glorieuse en Afghanistan, sans parler de ce qui s'est passé il y a plus longtemps, par exemple au Viet Nam, semble en quelque sorte s'être estompé. On ne parle plus de ces tragédies aujourd'hui. C'est comme si elles n'avaient jamais eu lieu. Ce sont des questions d'un autre temps, et l'Occident n'a, bien entendu, rien à voir avec tout ça. À l'entendre, c'est une lutte pour la démocratie qu'il livrait à l'époque. Mais cette lutte a coûté la vie à des millions de personnes et détruit des villes et des pays, et tout cela à des milliers de kilomètres de la mère patrie.

Aujourd'hui, nous entendons des discours déliants sur les pays qui soutiendraient le terrorisme. Je voudrais poser une question rhétorique : comment est

né Daech ? Daech est apparu à la suite de l'invasion de l'Iraq par les États-Unis d'Amérique, et son noyau dur est constitué d'anciens membres de l'armée iraquienne. Alors qui soutient véritablement le terrorisme ?

Nous vivons aujourd'hui une guerre de l'information, ou plutôt de la désinformation. Sa cible est la Russie. Nous avons déjà dit plus d'une fois que de considérables forces spécialisées dans les opérations psychologiques étaient déployées sur le champ de bataille de l'information. Elles cherchent non seulement à dénigrer l'ennemi, mais aussi à le désarmer, en privant ses médias d'accès à la communauté mondiale et en l'accusant de propagande. La communauté internationale ne doit entendre qu'une seule version des faits, celle qui fait état de prétendues atrocités commises par les militaires russes, du bombardement délibéré d'immeubles résidentiels et du meurtre de civils, et qui propage l'idée complètement délirante d'un génocide du peuple ukrainien. L'Occident se prépare à cette guerre de l'information depuis de nombreuses années. Cependant, si, par le passé, la guerre de l'information venait compléter la guerre réelle, c'est aujourd'hui tout l'inverse qui se produit.

En revanche, la communauté mondiale ne doit rien savoir des provocations ukrainiennes, comme à Boutcha ou à Kramatorsk, de la façon dont les nationalistes ukrainiens utilisent des civils comme boucliers humains en installant leurs postes de tir près des écoles, des hôpitaux, des maternités, des immeubles d'habitation, et dans les appartements des citoyens, et de la façon dont ils les enferment dans des sous-sols et ne les laissent pas en sortir, les empêchant d'emprunter les couloirs humanitaires assurés quotidiennement par l'armée russe. Si quelqu'un réussit à s'enfuir, il est abattu dans le dos par ses propres concitoyens. Il existe de nombreuses preuves de ces agissements, fournies par les Ukrainiens eux-mêmes. Les membres du Conseil ne veulent tout simplement pas les entendre. Ont-ils déjà vu les témoignages de prisonniers de guerre russes ou les images de leur torture par des nationalistes ukrainiens publiées sur les réseaux sociaux ?

Ont-ils déjà vu des preuves de ce type d'agissements de la part de soldats russes contre des prisonniers de guerre ukrainiens ? Ont-ils vu les reportages des correspondants étrangers que l'armée russe laisse entrer dans les villes ukrainiennes libérées et autorise à regarder partout et à parler à qui ils veulent ? Ont-ils jamais entendu ce que disent les habitants de ces villes sur la manière dont les nationalistes ukrainiens ont agi et se sont comportés à leur égard ?

Je dois dire que la visite du Secrétaire général en Russie et en Ukraine a été présentée par les médias et les responsables politiques occidentaux de manière totalement déformée pour donner délibérément l'impression que l'Ukraine et l'ONU avaient réussi à persuader la Russie d'ouvrir un couloir humanitaire afin d'évacuer les civils de l'usine Azovstal. Le fait est que la Russie ouvre régulièrement des couloirs humanitaires, qui sont d'ailleurs encore ouverts aujourd'hui.

Le problème est que les combattants du bataillon Azov qui se trouvent dans l'aciérie Azovstal utilisent les civils comme boucliers humains. C'est ce que disent ouvertement ceux qui en sont sortis. Contrairement aux spéculations mensongères des autorités ukrainiennes, nombre des civils qui sont sortis du site Azovstal ont préféré rester en République populaire de Donetsk ou exprimé le souhait de retourner dans la ville libérée de Marioupol. Aujourd'hui, les militants d'Azov ont définitivement tombé le masque, après avoir exigé une tonne de vivres et de médicaments pour chacun des 15 otages libérés de l'aciérie. Avant eux, seuls les terroristes de Daech et du Front el-Nosra avaient agi de la sorte.

Le Représentant permanent de l'Albanie a cité aujourd'hui Trotsky, qui a dit un jour que l'armée était le miroir de la société. Se référerait-il à cet épisode ?

Demain, nous tiendrons une réunion selon la formule Arria sur les violations du droit international humanitaire commises par l'Ukraine. À cette occasion, des témoins oculaires, des Ukrainiens et des journalistes étrangers prendront la parole. J'invite les membres du Conseil à y assister s'ils n'ont pas de raison de ne pas le faire. Ce n'est pas une vague envie d'entendre des informations objectives.

**M<sup>me</sup> Nusseibeh** (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier l'Ambassadrice Barbara Woodward et la délégation britannique de leur direction avisée des travaux du Conseil de sécurité durant le mois d'avril. Je souhaite plein succès aux États-Unis pendant leur présidence ce mois-ci et les assure de notre appui inconditionnel.

Je tiens à remercier le Secrétaire général de son exposé et de son compte rendu de ses visites en Russie et en Ukraine, ainsi que de l'exercice de ses bons offices dans ce conflit. Nous appuyons pleinement ses efforts et son implication soutenus. Je tiens aussi à remercier le Secrétaire général adjoint Griffiths, la Haute-Commissaire Bachelet et M<sup>me</sup> Luzan de leurs exposés.

Comme le Secrétaire général l'a fait remarquer la semaine dernière, ce sont toujours les civils qui paient le plus lourd tribut en temps de guerre. Alors

que le conflit entre dans son troisième mois, ses répercussions dépassent largement les prévisions les plus pessimistes faites au début des hostilités en février. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés estime désormais que plus de 8 millions d'Ukrainiens pourraient finir par fuir le pays, soit le double des estimations initiales. Dans le même temps, selon les prévisions du Programme des Nations Unies pour le développement, la guerre réduira bientôt à néant près de 20 années de progrès en matière de développement en Ukraine. De surcroît, nous n'avons pas encore pleinement conscience des répercussions de cette guerre à l'échelle mondiale, bien que des retombées évidentes se fassent déjà sentir, notamment la flambée des prix des produits de base et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que les bouleversements du système financier mondial, dont nous dépendons tous pour notre stabilité et notre développement communs.

Nous demeurons vivement préoccupés par les informations faisant état d'une augmentation du nombre de victimes civiles et de la poursuite de la destruction des infrastructures civiles. Il est impératif de souligner une fois encore que toutes les parties doivent respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Cela passe nécessairement par le respect des principes fondamentaux du droit international humanitaire que sont la nécessité, la proportionnalité et la distinction.

Le Conseil a mis en place un cadre visant à renforcer la protection des civils et des biens de caractère civil, notamment en adoptant à l'unanimité la résolution 2573 (2021) il y a un peu plus d'un an. Les attaques contre les infrastructures civiles peuvent entraver la fourniture des services essentiels à la population civile et avoir de terribles effets d'entraînement. Nous saluons les efforts déployés par les acteurs internationaux pour mettre en place des outils et des mécanismes permettant de rendre ce cadre opérationnel, et nous appelons les parties à collaborer en vue de trouver des solutions qui s'imposent de toute urgence, notamment en ce qui concerne le passage sûr et volontaire. Nous nous félicitons des progrès récents concernant la mise en place de voies de passage sûr depuis Marioupol grâce à l'action coordonnée de l'ONU, des autorités ukrainiennes et russes et du Comité international de la Croix-Rouge, et nous espérons que ces progrès se poursuivront.

Toutefois, comme nous l'avons déjà souligné, les initiatives telles que les couloirs humanitaires ne changent en rien les obligations des parties en matière de respect du droit international humanitaire. La proposition du Secrétaire général de créer un groupe de contact est un bon point de départ pour mettre en place de nouvelles mesures en faveur de l'application du droit international humanitaire, et nous espérons en apprendre davantage sur cette proposition dans un avenir proche.

Alors que le conflit se poursuit, nous nous joignons aux autres pays pour souligner qu'il est essentiel d'accroître l'aide humanitaire à l'Ukraine et aux pays voisins qui accueillent des réfugiés. Dans le cadre de leur appui continu, les Émirats arabes unis ont récemment dépêché un avion, le 28 avril, transportant 30 tonnes supplémentaires de denrées alimentaires pour aider les réfugiés provenant de l'Ukraine et de la République de Moldova, et nous nous sommes engagés à poursuivre notre collaboration avec nos partenaires internationaux dans le cadre des opérations de secours. En outre, nous soulignons qu'il est impératif de prendre systématiquement en compte les besoins fondés sur le genre, l'âge et le handicap dans la fourniture de l'aide humanitaire, notamment parce que cela contribue également aux efforts de relèvement à plus long terme.

Enfin, nous réaffirmons que la protection des civils ne peut être assurée que grâce à la cessation des hostilités et à une solution diplomatique au conflit. Nous appelons les deux parties à rester engagées en faveur d'un dialogue direct, malgré les difficultés, et la communauté internationale et le Conseil de sécurité à créer les conditions propices à l'arrêt de la guerre et, à terme, à l'instauration d'une paix durable en Europe et à la stabilité de l'ordre international.

Le scénario alternatif, une polarisation croissante et les ruptures qui en résultent, n'est dans l'intérêt d'aucun pays, ni aujourd'hui ni demain. Nous devons nous éloigner de ce précipice.

**M. Biang (Gabon) :** Je vous félicite, Madame la Présidente, pour votre présidence du Conseil de sécurité. Je remercie le Secrétaire général pour son exposé poignant. Je remercie également M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, M. Martin Griffiths et M<sup>me</sup> Tetiana Luzan pour leurs exposés édifiants.

Nous tenons à saluer la hardiesse du Secrétaire général dans la recherche d'une solution pour mettre fin à la guerre en Ukraine et apporter une assistance aux personnes en détresse prises dans l'étau des combats. Sa

visite récente à Moscou et à Kiev, et la mission humanitaire coordonnée par les agences des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge, témoignent d'un engagement remarquable que nous soutenons.

La guerre se poursuit en Ukraine et, avec elle, une situation humanitaire en constante détérioration. Soixante et onze jours se sont écoulés depuis le début de la guerre. Les civils continuent de payer le plus lourd tribut, et les attaques et bombardements de personnes et d'infrastructures civiles sont également légion. Les pénuries d'eau et les difficultés d'accès aux soins et à l'énergie menacent le quotidien de ceux qui ont décidé de rester dans leur pays. Plus de 13 millions de personnes ont été forcées à se déplacer, dont près de 5,5 millions qui ont dû quitter l'Ukraine depuis le déclenchement de la guerre le 24 février dernier. De nombreuses villes d'Ukraine sont presque entièrement détruites, et les voies de communication, à l'exemple de certaines voies ferrées, sont les cibles des bombardements.

Nous réitérons notre condamnation de la guerre et des attaques contre les civils et les infrastructures civiles. Nous appelons les belligérants au strict respect du droit international humanitaire et à garantir le respect et la protection de l'ensemble du personnel médical et des agences humanitaires. Les infrastructures essentielles, les installations de production et de distribution d'électricité et de gaz et la fourniture d'eau potable ne devraient jamais être prises pour cible.

Nous encourageons les belligérants à permettre l'évacuation des civils qui souhaitent quitter les zones de combat. À cet égard, nous prenons note de l'annonce par la Russie d'un cessez-le-feu et de la mise en place d'un couloir humanitaire en vue de l'évacuation des civils qui sont amassés dans le complexe métallurgique d'Azovstal, à Marioupol. Cependant, il est primordial que le cessez-le-feu soit effectif et durable.

L'onde de choc de la guerre est à présent ressentie par de nombreux pays au-delà des frontières immédiates de l'Ukraine. La pression monte dans de nombreux secteurs économiques. L'incertitude sur les livraisons d'intrants et d'autres produits agricoles, comme le blé, les céréales, ou encore l'huile de cuisine, est source d'inquiétude pour de nombreuses entreprises et de nombreuses familles dans le monde.

Si la guerre ne s'arrête pas immédiatement, il est à craindre que la situation des pays qui font déjà face à de graves urgences humanitaires s'effondre. En effet, les prix des denrées alimentaires, des carburants et des

ressources énergétiques atteignent des sommets sans précédent, et nous en sommes déjà tous, à notre échelle, des victimes collatérales.

Les signaux, aussi bien diplomatiques que politiques, ne laissent pas entrevoir un véritable engagement des parties prenantes à mettre fin à cette guerre. Bien au contraire, l'escalade verbale s'amplifie, au même rythme que se durcissent les combats sur le terrain, les mouvements d'armes et les visites de haut niveau. Et pourtant, l'issue ne peut être trouvée que par le dialogue. Mon pays appelle une fois de plus les parties à la retenue et à saisir toutes les opportunités de rencontre pour reprendre le dialogue. Nous appelons à un engagement ferme pour le retour de la paix et de la sécurité en Ukraine.

Le Conseil ne peut pas se satisfaire d'enregistrer les morts et de compter les blessés tout en consignant les contradictions. Il est primordial que la fin de la guerre soit le moteur de toutes les actions diplomatiques qui sont envisagées par les parties prenantes. Il faut mettre fin à cette guerre le plus rapidement possible. Nous sommes horrifiés par les atrocités relayées et nous demandons que des enquêtes indépendantes et impartiales soient diligentées afin de faire la lumière sur les faits, d'établir les responsabilités et de garantir la reddition de comptes.

Pour terminer, nous voulons redire qu'il est temps que les combats s'arrêtent. Il est temps que la diplomatie prévale sur les armes. Nos énergies doivent être mises au service d'un règlement politique de la situation. Nous devons cela au peuple ukrainien.

**Dame Barbara Woodward** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Avant de commencer, je tiens à vous remercier, Madame la Présidente, et d'autres avec vous, des paroles aimables que vous avez eues pour moi et mon équipe, et à vous souhaiter une présidence réussie.

Sur le sujet qui nous occupe, je voudrais commencer par remercier les intervenants de leurs déclarations, et je salue la participation du Secrétaire général à la présente séance.

Le 4 avril, le Représentant permanent de la Russie a dit aux journalistes accrédités à l'ONU que ce qui se déroulait en Ukraine était une guerre et qu'en temps de guerre on ne pouvait pas exclure que des civils meurent. En vérité, ce n'est pas simplement que des civils meurent du fait de la guerre d'agression illégale de la Russie, mais aussi que la Russie mène délibérément une guerre conçue pour terroriser et tuer les Ukrainiens. Des civils ont été exécutés et démembrés à Boutcha et à Irpin. Aucune

distinction n'a été faite entre les cibles militaires, les hôpitaux, les écoles ou le théâtre de Marioupol, devant lequel le mot « enfants » était clairement écrit et où les dernières informations en date semblent indiquer qu'il y aurait eu pas moins de 600 morts.

Les actions de la Russie constituent des violations manifestes du droit international humanitaire, y compris, et de façon non exhaustive, les résolutions 2286 (2016), 2417 (2018) et 2573 (2021).

Je veux faire trois observations sur la question de la protection des civils en Ukraine.

La première solution, qui est aussi la plus claire, pour mettre fin à la souffrance des civils, consiste à ce que la Russie arrête sa guerre illégale et retire ses troupes d'Ukraine. Autrement, des civils continueront de périr, et des millions de personnes supplémentaires seront mises en danger dans le monde entier à cause des pénuries de denrées alimentaires et d'énergie résultant de l'invasion. C'est ce que le Secrétaire général a appelé le risque de causer à la planète un tort infini.

Deuxièmement, tandis que l'invasion se poursuit, le droit international humanitaire doit être strictement respecté et il faut faciliter un accès humanitaire total aux civils. Nous saluons le Secrétaire général et son équipe pour les efforts qui ont mené à l'évacuation vers un lieu sûr d'environ 500 civils qui se trouvaient dans l'usine Azovstal. Toutefois, le Conseil devrait s'inquiéter vivement que les fournitures humanitaires aient été bloquées à l'entrée de la ville et que le bombardement de l'aciérie ait immédiatement repris.

Troisièmement, nous sommes profondément préoccupés par le fait que la guerre de la Russie s'accompagne d'une campagne de propagande, conçue pour déshumaniser et diaboliser les Ukrainiens en les qualifiant de néonazis. Ce discours de haine est extrêmement dangereux. En outre, alors qu'approche l'anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il s'agit d'une insulte aux Russes, aux Ukrainiens et aux citoyens d'autres nations qui se sont sacrifiés pour faire tomber le nazisme.

Enfin, j'assure le Conseil que le Royaume-Uni maintiendra son aide et son appui à l'Ukraine. Aujourd'hui, nous avons annoncé une nouvelle contribution de 45 millions de livres au profit d'organismes humanitaires et des Nations Unies afin de venir en aide aux populations vulnérables et de fournir du matériel médical.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Martin Griffiths, la Haute-Commissaire, M<sup>me</sup> Michelle Bachelet et M<sup>me</sup> Tetiana Luzan des informations affligeantes mais néanmoins très importantes qu'ils nous ont communiquées sur la réalité quotidienne de millions d'Ukrainiens. J'adresse également des remerciements particuliers au Secrétaire général pour son exposé et ses récents déplacements en Russie et en Ukraine. Il a tout notre appui pour user de ses bons offices dans la quête d'une solution pacifique à la guerre insensée et effroyable qui a lieu en Ukraine.

La Norvège rappelle que tous les États Membres ont, en vertu de la Charte des Nations Unies, l'obligation de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques. Nous appuyons tous les efforts sincères en faveur d'un dialogue politique, de négociations et d'une médiation. Toutefois, c'est la Russie qui a choisi de lancer une guerre d'agression non provoquée contre l'Ukraine, et c'est donc elle qui doit prendre des mesures pour y mettre un terme.

Nous nous félicitons de la déclaration conjointe faite hier par un groupe interrégional de titulaires de mandat touchant la liberté d'expression. Nous sommes d'accord sur le fait que c'est précisément en période de guerre et de conflit armé que le droit à la liberté d'expression et le libre accès à l'information doivent être vigoureusement défendus. C'est capital pour promouvoir une paix durable, comprendre les causes des conflits et appliquer le principe de responsabilité.

Nous sommes toujours alarmés par la situation humanitaire, notamment à Marioupol. Comme la Haute-Commissaire des Nations Unies Bachelet l'a souligné, il semblerait que le droit international humanitaire ne soit pas seulement ignoré, mais foulé aux pieds. Il faut qu'un accès humanitaire rapide et sans entrave aux personnes dans le besoin soit autorisé immédiatement.

Nous sommes soulagés que l'opération visant le passage sûr et l'évacuation des civils de l'aciérie Azovstal ait permis d'en mettre certains en sécurité, mais le mauvais état de santé de nombre des personnes évacuées fait ressortir la nécessité urgente de laisser sortir de la ville en toute sécurité et de leur plein gré des milliers de civils et des centaines de blessés pour raisons humanitaires.

La Norvège est très inquiète à l'idée que l'intensification des hostilités de la Russie dans l'est de l'Ukraine puisse aboutir au siège de villes et de localités entières

et que la souffrance et les effusions de sang qui se sont abattues sur Marioupol puissent se reproduire ailleurs. Nous appelons la Russie à mettre immédiatement fin à ses attaques incessantes contre les civils. Le bombardement continu d'infrastructures civiles doit également cesser. Les ports ukrainiens doivent être rouverts afin de permettre que le blé et les céréales parviennent aux populations qui en ont besoin dans le monde entier. L'effet paralysant de la guerre de la Russie sur la sécurité alimentaire de millions de personnes est inacceptable.

Tout indique que des crimes de guerre sont commis à très grande échelle. On n'oubliera pas ces atrocités. Les personnes impliquées à tous les niveaux devront rendre des comptes. Il ne doit pas y avoir d'impunité, au nom des victimes et du peuple ukrainien.

Nous accueillons positivement le fait que la Cour pénale internationale et la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine continueront de se coordonner, de coopérer et de travailler avec d'autres parties pour enquêter sur de possibles violations des droits humains et du droit international humanitaire.

Par ailleurs, plus tôt dans la semaine, l'ONU a signé avec l'Ukraine un cadre de coopération sur l'action à mener pour prévenir et combattre les violences sexuelles liées au conflit. C'est un parfait exemple du partenariat positif que les bons offices du Secrétaire général peuvent nous permettre d'obtenir. Nous appuyons vigoureusement tous les efforts déployés pour renforcer l'application du principe de responsabilité, l'atténuation des risques de traite et l'accès à des services complets pour les personnes rescapées.

J'ai commencé ma déclaration d'aujourd'hui en rappelant l'obligation qui incombe aux États Membres de régler leurs différends par des moyens pacifiques. La Russie a déclenché cette guerre insensée. La Russie doit retirer immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

**M. Tirumurti** (Inde) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier le Royaume-Uni pour sa présidence couronnée de succès. Je souhaite aux États-Unis plein succès au cours de leur présidence.

Je voudrais remercier le Secrétaire général, António Guterres, de sa présence parmi nous et des observations qu'il a formulées sur la situation en Ukraine. Je remercie de leurs exposés la Haute-Commissaire des

Nations Unies aux droits de l'homme, M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Martin Griffiths. Je remercie également M<sup>me</sup> Tetiana Luzan de ses observations.

Depuis le début du conflit en Ukraine, l'Inde n'a cessé d'appeler à la cessation complète des hostilités et à suivre la voie du dialogue et de la diplomatie comme seule issue possible. Cependant, le conflit a entraîné des pertes en vies humaines et d'innombrables souffrances pour les populations concernées, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées, et des millions de personnes se sont retrouvées sans abri et ont été contraintes de trouver refuge dans les pays voisins.

L'Inde a fermement condamné le meurtre de civils à Boutcha et souscrit à l'appel à la conduite d'une enquête indépendante. Nous appuyons tous les efforts visant à soulager les souffrances du peuple ukrainien. L'Inde demeure du côté de la paix ; aussi est-elle convaincue qu'il n'y aura pas de vainqueur dans ce conflit. Tant que les personnes touchées par ce conflit continueront à souffrir, la diplomatie en sera une victime de longue durée.

Nous nous félicitons de la visite du Secrétaire général à Moscou et à Kyïv et de ses échanges avec les dirigeants de la Fédération de Russie et de l'Ukraine. Nous sommes d'accord que dans l'immédiat, la priorité est d'évacuer les civils innocents des zones qui sont le théâtre d'intenses combats. Nous nous félicitons vivement des efforts déployés par l'ONU pour évacuer la population civile de Marioupol. Nous espérons que des efforts similaires seront également déployés dans d'autres zones.

Le conflit a un effet déstabilisant qui a des répercussions régionales et mondiales plus larges. Les prix du pétrole montent en flèche et il y a une pénurie de céréales alimentaires et d'engrais. Cette situation touche de manière disproportionnée les pays du Sud et les pays en développement. Nous saluons les efforts déployés par le Secrétaire général, en particulier les conclusions de l'équipe spéciale du Groupe mondial d'intervention. Nous nous félicitons de sa recommandation de lever, avec effet immédiat, les restrictions à l'exportation de denrées alimentaires achetées par le Programme alimentaire mondial au titre de l'aide humanitaire. Il importe que des exemptions similaires soient accordées à tous les États Membres et aux parties prenantes concernées qui contribuent à cet effort humanitaire mondial.

Les problèmes de sécurité alimentaire causés par le conflit nous obligent à réagir et à dépasser les contraintes qui sont actuellement les nôtres. La sécurité énergétique est une source de préoccupation tout aussi grave, qui nécessite des efforts de coopération.

L'Inde envoie à l'Ukraine et à ses voisins des fournitures humanitaires. Nous fournissons également davantage de matériel médical à l'Ukraine. Nous appuyons les appels qui ont été lancés pour garantir le passage en toute sécurité des fournitures humanitaires et médicales essentielles, notamment en créant des couloirs humanitaires. Nous espérons que la communauté internationale continuera de répondre positivement à l'évolution des besoins humanitaires.

Nous réaffirmons l'importance des principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies relatifs à l'aide humanitaire d'urgence. L'action humanitaire doit toujours être guidée par les principes relatifs à l'aide humanitaire, à savoir l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance. Ces mesures ne doivent jamais être politisées.

Je voudrais conclure mon intervention en réaffirmant que l'ordre mondial contemporain repose sur la Charte des Nations Unies, le droit international et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier sincèrement le Secrétaire général des observations qu'il a formulées et de l'exposé qu'il a présenté sur la situation dans la région. Je suis absolument ravie qu'il soit revenu parmi nous sain et sauf, et je sais qu'il doit être sous le coup du décalage horaire après ce quasi-tour du monde. Mais sa présence à cette séance atteste de son dévouement à cette institution.

Je remercie également le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Griffiths, et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M<sup>me</sup> Bachelet, de leurs observations. Enfin, je remercie notre intervenante de la société civile, Tetiana Luzan, de nous avoir rejoints en cette heure tardive pour elle, et de nous avoir livré un témoignage percutant aujourd'hui. Je souhaite la bienvenue au représentant de l'Ukraine, et à S. E. le Vice-Premier Ministre de la Pologne, ainsi qu'aux autres personnes qui sont parmi nous aujourd'hui.

La guerre que la Russie mène contre l'Ukraine ne montre aucun signe d'accalmie. Les forces russes ont peut-être renoncé à s'emparer de Kyïv, mais la Russie continue à effectuer des frappes balistiques contre Kyïv et à terroriser les citoyens partout en Ukraine. Des reportages de médias indépendants ont signalé des attaques meurtrières systématiques au cours des deux dernières semaines.

Selon certaines informations, le 23 avril dernier, des frappes balistiques russes ont tué des civils à Odessa, dont un enfant de 3 mois. Le lendemain, des missiles russes ont touché une centrale thermique et une raffinerie à Krementchouk. Le jour suivant, les forces russes ont attaqué cinq gares ferroviaires situées à divers endroits en Ukraine. Le jour d'après, deux roquettes ont dangereusement survolé une centrale nucléaire, faisant peser des risques immenses sur la sécurité de la région. Cette série d'attaques a atteint son paroxysme le 28 avril dernier, lorsque la Russie a eu l'audace d'attaquer Kyïv alors que le Secrétaire général s'y trouvait pour discuter de l'aide humanitaire et de la paix.

La Russie a violé la Charte des Nations Unies. La Russie n'a pas tenu compte de notre appel uni et mondial à mettre fin à cette guerre. Le message clair et limpide que nous continuons d'entendre de la part de Moscou, c'est que la Russie ne respecte ni l'ONU ni la Charte, ou n'y croit pas, et qu'elle ne sera pas un acteur responsable du système international.

Au cours des 10 dernières semaines, tout juste 10 semaines aujourd'hui, nous avons vu la Russie poursuivre sa guerre non provoquée contre un voisin plus petit. Nous avons vu la Russie brutaliser les populations civiles et attaquer des milliers de bâtiments, de structures et de véhicules utilisés par des civils, des immeubles d'habitation, des écoles, des centres commerciaux, des marchés, des cafés, des tramways, des centrales thermiques, des silos à grains, des installations de stockage des produits alimentaires, des hôpitaux, des orphelinats et une maternité. Et la liste est encore longue.

La Russie a menti au Conseil de sécurité à de nombreuses reprises, dans une spirale effrénée de théories du complot et de désinformation, préférant des mensonges plus ridicules les uns que les autres. Il y a trois mois, les représentants russes déclaraient au Conseil de sécurité qu'ils n'avaient nullement l'intention d'envahir l'Ukraine. Aujourd'hui, la Russie prétend que les attaques ne sont pas réelles ou qu'elles n'ont jamais eu lieu. La Russie a même été jusqu'à affirmer que

l'Ukraine s'attaquait elle-même, qu'elle bombardait ses propres bâtiments et attaquait elle-même sa population et sa démocratie. Ces mensonges défont toute logique, toute preuve et tout bon sens. La Russie fait de la désinformation pure et simple. La vérité est bien connue. La Russie est la seule responsable de cette guerre. Il est donc difficile de comprendre pourquoi certains membres du Conseil continuent d'appeler toutes les parties à cesser les combats. Appelons un chat un chat. Les membres devraient appeler la Russie, nommément, à mettre fin à son agression contre l'Ukraine.

Nous sommes en possession d'images qui confirment la présence de charniers à Boutcha. Ce n'est pas juste une accusation non vérifiée propagée sur les médias sociaux. C'est un fait, horrible, un fait que le monde doit maintenant prendre en compte. La Russie a déclenché cette guerre, et elle est la seule à pouvoir y mettre fin, en faisant taire les armes, en se retirant du territoire ukrainien et en privilégiant la diplomatie.

Ces derniers temps, le monde a les yeux rivés sur Marioupol, où des centaines de civils se sont réfugiés dans une aciérie encerclée par les forces russes. Nous voyons tous avec horreur le siège impitoyable imposé par la Russie à des civils piégés dans les bâtiments et les sous-sols depuis des semaines. Cette semaine, l'ONU et le Président Zelenskyy ont annoncé qu'une centaine d'Ukrainiens avaient pu être secourus et mis en lieu sûr. Nous saluons le rôle joué par l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge dans cette opération de secours, et nous appuyons sans réserve les cinq convois que l'ONU a envoyés dans les zones assiégées. Nous sommes toutefois préoccupés par les informations selon lesquelles les attaques contre l'usine auraient repris, alors que des civils se trouvent toujours à l'intérieur, et nous suivrons la situation de près.

Ce dont nous avons réellement besoin, c'est d'un accès sans entrave partout en Ukraine afin que l'ONU et ses partenaires puissent atteindre toutes les personnes dans le besoin et pour permettre aux personnes, toutes nationalités confondues, de fuir et se mettre à l'abri. Les convois et les évacuations nécessitent des jours, voire des semaines ou des mois d'intenses négociations. Ils ne peuvent devenir la norme. La seule norme que nous devons accepter est un retour à la vie normale en Ukraine, sans les forces russes présentes illégalement sur son territoire, qui terrorisent et tuent ses civils, dont un grand nombre d'enfants innocents.

Ici au Conseil de sécurité et à l'ONU, nous pouvons aider l'Ukraine à retrouver une vie normale. Nous pouvons le faire de deux façons : en soutenant le peuple ukrainien et ses efforts, et en mettant la Russie face à ses responsabilités.

En ce qui concerne le premier point, nous devons faire face à la situation humanitaire immédiate et catastrophique, en Ukraine comme à l'étranger. Pour leur part, les États-Unis ont annoncé ce matin à la conférence d'annonce de contributions de Varsovie qu'ils fourniront 387 millions de dollars supplémentaires d'aide humanitaire à l'Ukraine. Cela porte à 688 millions de dollars le montant total que nous nous sommes engagés à verser depuis la nouvelle invasion russe. Cet argent aidera nos courageux partenaires à distribuer rapidement des vivres, de l'eau potable, des trousseaux d'assainissement et d'hygiène, des fournitures médicales essentielles et même de l'argent à ceux qui en ont le plus besoin en Ukraine.

Nous devons également être attentifs aux répercussions de la guerre de choix de la Russie sur les pays situés au-delà des frontières de l'Ukraine, de l'arrivée de millions de réfugiés en Europe à la crise alimentaire mondiale qui touche particulièrement durement les marchés africains et moyen-orientaux. Je pense que nos collègues qui participent à la présente séance nous en diront davantage à cet égard. La Russie bloque volontairement la production agricole ukrainienne et les ports d'où partaient autrefois les denrées destinées aux populations qui en ont cruellement besoin. Tandis que nous nous efforçons de mettre fin à ce blocus et de faire répondre la Russie de ses actes, nous avons tous vocation à nous mobiliser pour prévenir des famines imminentes et fournir plus de denrées alimentaires et de fonds au nom de la décence et de l'humanité. Nous concentrerons l'attention du Conseil sur cet objectif et d'autres questions relatives à l'insécurité alimentaire mondiale durant le débat public que nous organiserons dans le courant du mois.

Pour ce qui est du deuxième point, nous devons demander des comptes à ceux qui, en Russie, ont déclenché, perpétré et ordonné les crimes de guerre commis en Ukraine. Les États-Unis appuient diverses enquêtes internationales sur les atrocités commises en Ukraine, notamment les efforts de la Cour pénale internationale, de l'ONU, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et d'autres organes. Que l'on ne s'y trompe pas : justice sera rendue.

Le peuple ukrainien lutte pour sa survie, pour son avenir et pour toutes les valeurs qui sont chères à l'ONU. Nous sommes à ses côtés et aux côtés de l'immense majorité de la communauté internationale pour défendre la souveraineté, la liberté et la démocratie.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

J'appelle une fois de plus l'attention des orateurs et oratrices sur le paragraphe 22 de la note du Président du Conseil publiée sous la cote S/2017/507, qui encourage tous les participants à faire leurs déclarations en cinq minutes ou moins, conformément à l'engagement du Conseil à faire un meilleur usage des séances publiques.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

**M. Kyslytsya** (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je note la présence du représentant du régime de Poutine qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique.

Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général Guterres, le Secrétaire général adjoint Griffiths, la Haute-Commissaire Bachelet, et la représentante de la société civile, M<sup>me</sup> Luzan, pour leurs exposés. Je m'associe à tous les orateurs précédents pour féliciter le Royaume-Uni de sa présidence très réussie du Conseil de sécurité le mois dernier.

La semaine dernière, le Secrétaire général s'est rendu en Ukraine alors que mon pays continue de défendre les principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Il était important qu'António Guterres visite les faubourgs de Kyïv et constate par lui-même les terribles crimes de guerre commis par la Russie en Ukraine.

Je remercie le Secrétaire général d'avoir adopté une position claire et sans ambiguïté concernant la guerre contre l'Ukraine, qui constitue une violation de son intégrité territoriale et de la Charte des Nations Unies. J'apprécie à leur juste valeur les efforts visant à utiliser les mécanismes de bons offices pour encourager la désescalade. Il faut saisir toutes les occasions d'instaurer la paix.

Au nom du Président de l'Ukraine, je tiens à remercier le Secrétaire général, l'équipe des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui ont montré que des avancées étaient possibles et que des vies civiles pouvaient être sauvées à Marioupol, encerclée par l'armée russe. Pour reprendre les paroles du Président :

« Le monde entier a pris connaissance du rôle joué par l'ONU et le CICR à cet égard. Cela montre que les organisations internationales peuvent être efficaces ».

La deuxième étape de l'opération d'évacuation de Marioupol a été achevée, et 344 personnes ont été secourues dans la ville et ses faubourgs, auxquelles s'ajoutent plus de 150 personnes que l'on a pu faire sortir de l'aciérie Azovstal. Il reste cependant des civils sur place, des femmes, des enfants. L'opération d'évacuation doit donc se poursuivre.

La Russie a fait pleuvoir près de 2 000 missiles sur les villes ukrainiennes. La plupart d'entre eux ont touché des civils, et non des infrastructures militaires. La Russie peine à avancer et subit de terribles pertes. C'est la raison pour laquelle elle a recours à cette manœuvre désespérée qui consiste à répandre la terreur à coups de missiles en Ukraine. Elle veut nous briser, mais la seule chose qui finira par être brisée sera la Russie et sa capacité d'envahir, de bombarder, d'assassiner, de piller et de violer.

Je voudrais évoquer l'un de mes compatriotes, Oleksandr Makhov, un journaliste bien connu en Ukraine, né dans la région de Louhansk. En 2017, il a été le premier journaliste ukrainien à se rendre dans notre station en Antarctique. Quand la maladie à coronavirus (COVID-19) a fait son apparition, il n'a pas eu peur. Pendant deux semaines, il s'est installé à Sanzhary, où les Ukrainiens en provenance de Chine étaient amenés. Dès le premier jour de la guerre totale, il était sur la ligne de front en tant que volontaire, vétéran des opérations antiterroristes et soldat de la 95<sup>e</sup> brigade d'assaut. Il a été tué dans la région de Kharkiv durant les batailles qui ont eu lieu près d'Izioum. Il avait 36 ans. J'adresse mes sincères condoléances à sa famille et à ses amis. La Russie portera la responsabilité de sa mort, ainsi que de celle de tous les héros qui ont donné leur vie pour l'Ukraine.

L'Ukraine n'a pas peur, et le monde ne doit pas avoir peur non plus. Les tirs de missiles terroristes de la Russie doivent être punis et il faut y répondre en imposant des sanctions plus fortes et en augmentant l'aide militaire à l'Ukraine.

Le 1<sup>er</sup> mai, le Ministère russe de la guerre a déclaré que plus d'un million de personnes avaient été transférées vers la Russie, dont 193 000 enfants. La plupart d'entre elles, en particulier celles provenant de Marioupol, passent par des camps de « filtration »

où elles sont soumises à des procédures obligatoires qui constituent des violations de leurs droits humains : déshabillage, prise d'empreintes digitales et interrogatoire. Des témoins oculaires attestent que les soldats russes tuent ceux qu'ils considèrent comme suspects.

De multiples cas d'enlèvement ou de prise en otage de civils ukrainiens par les troupes russes ont été signalés. Il existe de nombreux cas de mauvais traitements infligés à des citoyens ukrainiens déplacés de force vers la Fédération de Russie, notamment en les privant de leurs passeports ukrainiens et en les empêchant de quitter le territoire russe. Nous réaffirmons que tous les citoyens ukrainiens transférés de force par la Russie doivent pouvoir retourner en toute sécurité sur le territoire ukrainien.

La sécurité alimentaire en Ukraine et à travers le monde semble également faire partie des cibles de la Russie. À ce jour, la Russie a volé environ 400 000 tonnes de céréales dans les parties temporairement occupées des régions de Zaporijia, Kherson, Donetsk et Louhansk, soit un tiers des réserves de ces régions. Étant donné que les céréales volées devaient être utilisées avant la prochaine récolte, cela a déjà accru la menace de famine.

Outre le vol de céréales, la Russie s'attaque aux silos à grains, aux infrastructures agricoles et aux installations d'entreposage d'engrais, et elle continue de voler des véhicules agricoles. Le pillage des céréales dans les zones ukrainiennes occupées, ainsi que le blocus des expéditions à partir des ports ukrainiens et la pose de mines le long des routes maritimes, menacent la sécurité alimentaire mondiale.

En fait, par ses comportements illégaux, la Russie nuit non seulement à l'Ukraine, mais aussi aux populations du monde entier. Selon l'ONU, plus de 1,7 milliard de personnes risquent de connaître la pauvreté et la famine en raison des perturbations du système de production alimentaire que provoque la véritable guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. En outre, la Russie continue d'entraver délibérément les semailles en Ukraine.

Nous exigeons que la Russie mette fin au vol de céréales et au blocus des ports ukrainiens, qu'elle rétablisse la liberté de navigation et qu'elle autorise le passage des navires commerciaux. Nous exhortons la communauté internationale à durcir les sanctions économiques contre la Russie afin de mettre un terme à l'agression militaire qu'elle perpète contre l'Ukraine et d'éviter une catastrophe humanitaire et une crise de sécurité alimentaire mondiale.

L'État d'Israël célèbre aujourd'hui le soixante-quatorzième anniversaire de son indépendance. Le 29 novembre 1947, en tant que Membre de l'ONU, l'Ukraine a voté pour la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale. L'année suivante, en mai, Israël a déclaré son indépendance. Je saisis cette occasion pour souhaiter la paix et la prospérité à Israël et à tous les Juifs du monde.

À l'approche du 9 mai, la menace de nouvelles provocations et d'une surenchère par la Russie s'accroît. À cet égard, je tiens à condamner les attaques antisémites prononcées par le Ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, contre le Président ukrainien et tous les Juifs. Ces attaques sont totalement inacceptables.

Lavrov n'a pas pu s'empêcher de révéler l'antisémitisme profondément enraciné des élites russes. Cela prouve au monde entier que la Russie de Poutine cultive délibérément la suprématie russe et la haine des autres peuples. La Russie est déjà trop embourbée dans les inepties qu'elle profère pour justifier son agression barbare contre l'Ukraine.

En l'occurrence, le Ministre russe des affaires étrangères a remis en question non seulement l'existence de la nation ukrainienne, mais aussi la réalité de l'Holocauste. Lavrov a délibérément insulté la mémoire des millions de Juifs qui ont péri aux mains des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

À ce stade, je voudrais appeler l'attention du Conseil sur l'un des derniers exemples en date d'atrocités commises par la Russie en Ukraine. Le 4 mai, les corps de deux jeunes hommes âgés de 22 et 23 ans ont été exhumés dans le village de Rudnya-Talska, dans la région de Kyïv. Le 25 février, les envahisseurs russes avaient tiré sur la voiture dans laquelle ils se trouvaient. Les prétendus soldats russes ne se sont pas contentés de tuer des civils innocents, ils ont décidé d'écraser leur voiture avec des engins lourds, alors que les deux hommes étaient encore à l'intérieur. C'est insensé. C'est inhumain.

Alors même que nous sommes en séance, des terroristes russes continuent de bombarder les villes ukrainiennes dans tout le pays avec des missiles à longue portée. Le Secrétaire général a eu l'occasion de constater par lui-même cette pratique jeudi dernier durant sa visite à Kyïv. Le Conseil de sécurité n'a toutefois pas réagi à cette attaque délibérée.

À cet égard, l'inaction du Conseil de sécurité et le fait qu'il se contente d'exprimer de vives préoccupations continuent d'agacer la communauté internationale, de saper son autorité en vertu de la Charte des Nations Unies et de créer un climat d'impunité.

Il semblerait que cette instance, qui était un lieu de débats diplomatiques, se soit transformée en une menace biologique. Un délégué russe laisse derrière lui une traînée de sang et l'odeur écœurante des corps calcinés de femmes, d'hommes et d'enfants à chaque fois qu'il entre et sort de cette salle. L'air que nous respirons est rempli des spores toxiques de sa turpitude lorsqu'il débite des flots de mensonges dès qu'il ouvre la bouche.

La victoire sur l'armée «rusciste» se rapproche de jour en jour, tout comme le moment où les sbires de Poutine seront assis sur le banc des accusés à leur procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. La punition est imminente. Milošević ne restera pas seul trop longtemps.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Premier Ministre et Ministre de la culture et du patrimoine national de la Pologne.

**M. Gliński** (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord, au nom de la Pologne, remercier et féliciter le Secrétaire général de sa récente visite à Moscou et à Kyïv. Chaque effort pour rétablir la paix en Ukraine compte, même si nous sommes confrontés à un agresseur qui fait preuve de très peu de bonne volonté et qui semble peu digne de confiance, comme l'a démontré le bombardement russe très symbolique de Kyïv pendant le séjour du Secrétaire général dans la ville.

J'étais également à Kyïv et à Borodianka il y a moins de deux semaines où j'ai pu voir cette guerre de mes propres yeux.

Nous, les Polonais, avons été très heureux de faciliter la visite du Secrétaire général et de l'accueillir pendant son voyage de Moscou à Kyïv, notamment parce qu'il a eu l'occasion de rencontrer le Président polonais, Andrzej Duda, et de séjourner dans la ville de Rzeszów, qui est devenue une plaque tournante essentielle pour la fourniture de l'aide à l'Ukraine et au peuple ukrainien. Comme le Président Duda l'a assuré personnellement au Secrétaire général, la Pologne continuera de fournir de l'aide par ses propres moyens et d'être un partenaire fiable pour toutes les entités des Nations Unies qui apportent un appui à l'Ukraine.

Le nombre de personnes qui ont besoin d'assistance et le volume de l'aide nécessaire augmentent chaque jour où l'agression russe se poursuit. Nous devons donc tous contribuer aux efforts de secours, parallèlement à l'aide polonaise qui continue d'augmenter, tant pour les réfugiés ukrainiens qui se trouvent dans notre pays – comme le Conseil le sait probablement, plus de 3 millions de réfugiés de guerre ont franchi notre frontière au cours des deux derniers mois – que pour ceux qui tentent d'échapper aux bombes dans les villes et villages pilonnés par la Russie.

La Pologne et la Suède ont conjointement organisé aujourd'hui à Varsovie une conférence internationale de haut niveau des donateurs en faveur de l'Ukraine. Cette réunion, qui a été organisée en coopération avec la Présidente de la Commission européenne et le Conseil européen, était l'occasion de collecter les fonds supplémentaires nécessaires pour financer l'aide humanitaire immédiate et vitale destinée à l'Ukraine. Selon les premières estimations, des contributions de 6,5 milliards de dollars ont été annoncées pendant la conférence.

Nous avons encore du mal à appréhender toutes les répercussions de cette guerre, mais nous savons déjà que ses conséquences vont bien au-delà de l'Ukraine et de l'Europe. Le Secrétaire général a qualifié à juste titre les dommages causés au multilatéralisme par l'invasion en cours de l'Ukraine de crise tridimensionnelle qui touche la sécurité alimentaire, énergétique et financière mondiale. Les effets de l'invasion russe se feront pleinement sentir dans les économies et les sociétés du monde entier. La communauté internationale doit œuvrer à l'élaboration de politiques immédiates à long terme qui atténueront les effets de la guerre et favoriseront la résilience à long terme aux chocs mondiaux.

Dans cinq jours, le 10 mai, les représentants d'une cinquantaine de pays d'Europe et d'Asie centrale se réuniront dans la ville polonaise de Łódź, à l'occasion de la trente-troisième session de la Conférence régionale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'Europe, afin de discuter de la question très pressante de la sécurité alimentaire et de la transformation des systèmes agroalimentaires.

Toutefois, nous ne parviendrons pas à résoudre les crises alimentaire, énergétique et financière si nous ne remédions pas à leurs causes profondes. Nous sommes face à une crise des valeurs, comme vous l'avez déjà mentionné aujourd'hui, Madame la Présidente, et à une crise de la paix. En fait, cette crise n'a pas seulement trois, mais cinq dimensions. Par conséquent, la

toute première mesure à prendre dès maintenant est très simple. Elle requiert que la Russie mette fin à la guerre et retire toutes ses forces du territoire ukrainien. Une fois la paix rétablie, la communauté internationale devra consacrer ses efforts à l'élaboration de mesures plus efficaces pour protéger les valeurs fondamentales inscrites dans la Charte des Nations Unies. Ces valeurs ont été foulées aux pieds par un membre permanent du Conseil de sécurité, et nous devons veiller à ce que les auteurs des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises en Ukraine par la Fédération de Russie répondent pleinement de leurs actes.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Grèce.

**M<sup>me</sup> Theofili** (Grèce) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence américaine d'avoir organisé la présente séance. Qu'il me soit également permis de remercier le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint, Martin Griffiths, et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, de leurs observations éclairantes et des efforts considérables qu'ils déploient. Je remercie aussi M<sup>me</sup> Tetiana Luzan de son exposé.

Les conséquences de l'agression militaire continue perpétrée par la Russie contre l'Ukraine et ses civils sont terribles, en particulier à Marioupol et à proximité de l'ancienne ligne de contact, dans le Donbass. La région de Marioupol, qui abrite une communauté grecque établie depuis des siècles, qui compte plus de 120 000 personnes et est un élément productif de la société locale, revêt un intérêt particulier pour la Grèce. Hélas, ces personnes, comme tant d'autres civils – des familles, des femmes et des enfants –, sont confrontées à l'horreur de la destruction quasi totale de Marioupol.

C'est pourquoi nos consuls à Odessa et à Marioupol, faisant preuve d'un courage, d'une force et d'un altruisme sans précédent, sont restés sur place et ont mené au total six opérations baptisées Nostos – le mot grec qui signifie retour au pays – afin d'évacuer des citoyens grecs et des Grecs de la diaspora de l'Ukraine.

Nous avons appelé à maintes reprises à un cessez-le-feu immédiat et à la mise en place rapide de couloirs humanitaires. Il importe au plus haut point d'intensifier les opérations humanitaires en renforçant les capacités des chaînes d'approvisionnement et en fournissant une aide humanitaire ciblée aux personnes touchées. La récente évacuation de l'usine Azovstal à Marioupol,

rendue possible grâce aux efforts soutenus de l'ONU, démontre très clairement que quand on veut, on peut. Nous espérons voir d'autres initiatives de ce type.

La Grèce participe activement aux efforts de fourniture de l'aide humanitaire. Notre ministre des affaires étrangères, Nikos Dendias, a lui-même dirigé une des opérations grecques de secours dans la ville historique d'Odessa. Dans le même temps, nous sommes tous témoins de l'énorme vague de migrants causée par cette guerre. La Grèce se montre solidaire de l'Ukraine, ainsi que des États Membres qui se trouvent en première ligne, en accueillant des milliers de réfugiés en provenance de l'Ukraine.

L'ampleur des ravages et des dégâts est inconcevable. La Grèce continuera de participer à la reconstruction de l'Ukraine et fera tout son possible, en coordination avec ses partenaires, pour que les deux villes susmentionnées retrouvent leur splendeur d'antan et pour faciliter le retour à la vie normale des Grecs de la diaspora après cette tragédie. Notre premier ministre a déjà annoncé que nous étions prêts à reconstruire la maternité détruite par les bombardements russes dans la ville de Marioupol. Dans le même ordre d'idées, le Ministre Dendias a réaffirmé notre appui à la reconstruction d'Odessa.

Il ne saurait y avoir de paix ni de réconciliation sans l'application du principe de responsabilité. Nous continuerons de soulever activement la question de Marioupol dans toutes les instances et de souligner que les crimes de guerre doivent faire l'objet d'enquêtes approfondies.

Seule la paix pourra mettre un terme à cette immense tragédie, qui a des répercussions considérables dans le monde entier. Nous saluons la récente visite du Secrétaire général dans la région et son action en faveur de la paix. Nous continuerons d'appeler vivement à privilégier le dialogue et la diplomatie.

La Grèce, pilier de la stabilité dans la région de la Méditerranée orientale et au-delà, réaffirme son attachement indéfectible au droit international et à la Charte des Nations Unies. S'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force est le principe directeur qui sous-tend la Charte. Nous sommes inébranlables dans notre appui à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de tous les États Membres de l'ONU. Il s'agit de normes fondamentales des relations internationales. Leur violation, quelle que soit sa cible, nous menace tous. Il n'y a pas de place pour des exceptions.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Lettonie.

**M. Pildegovičs** (Lettonie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des trois États baltes, à savoir l'Estonie, la Lituanie et mon pays, la Lettonie.

Nous remercions le Secrétaire général, la Haute-Commissaire Bachelet et les représentants du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et de l'organisation non gouvernementale pour leurs exposés perspicaces bien que guère encourageants.

Nous nous félicitons des déplacements importants que le Secrétaire général a effectués à Kyïv et à Moscou, et notamment de l'appel qu'il y a lancé à la mobilisation humanitaire, qui semble avoir donné lieu à des mesures très concrètes pour sauver des vies sur le terrain, en particulier à Marioupol.

Par ailleurs, nous notons avec satisfaction la coopération étroite et efficace entre l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge à cet égard. Il faudrait à l'avenir que l'Organisation fasse fond sur ce succès, si limité soit-il. Malheureusement, ces réalisations sont loin d'avoir réglé la crise humanitaire et de sécurité tragique causée par l'agression russe.

En outre, beaucoup d'autres personnes restent prises au piège dans l'usine sidérurgique Azovstal, dans des conditions que les travailleurs humanitaires qualifient d'inhumaines. Pourtant, le site continue d'être la cible des frappes aériennes russes. Nous appelons la Russie à cesser immédiatement toutes les hostilités et à permettre l'évacuation en toute sécurité des civils qui sont encore coincés dans le complexe. Nous appelons aussi tous les mécanismes compétents de l'ONU à rester concentrés sur la situation des civils touchés par l'agression russe en Ukraine, en particulier sur leur sauvetage et leur évacuation des zones où les hostilités persistent.

Plus de deux mois ont passé depuis que la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, a lancé son agression contre l'Ukraine, qui constitue une violation grave du droit international, notamment les principes fondateurs inscrits dans la Charte des Nations Unies. La Russie s'entête à ignorer les appels de l'Assemblée générale et l'ordonnance de la Cour internationale de Justice qui lui enjoignent de cesser son agression et de retirer immédiatement et sans condition toutes ses forces et son matériel militaires de l'ensemble du territoire ukrainien. Nous condamnons fermement l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, de même que l'implication du Bélarus, complice de la Russie.

L'invasion injustifiée et non provoquée de l'Ukraine par la Russie a déclenché une des crises humanitaires et du déplacement les plus fulgurantes que l'on ait connues. Au sein et à l'extérieur de l'Ukraine, plus de 17 millions de personnes ont maintenant besoin d'aide humanitaire. Quelque 7,7 millions de personnes sont à présent déplacées et plus de 5 millions ont trouvé refuge dans les pays voisins de l'Ukraine et au-delà. La population réfugiée est constituée à 90 % de femmes et de filles. Ces personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, d'une cessation des hostilités et d'un passage sûr, y compris au moyen de la création de couloirs humanitaires pour permettre à ceux qui le souhaitent de partir de leur plein gré vers la destination de leur choix.

Dans ce contexte, nous sommes préoccupés par les informations selon lesquelles des centaines de milliers d'Ukrainiens, y compris des enfants souvent sans leurs parents, seraient emmenés de force vers les camps dits de filtration, puis en territoire russe.

Les dénégations, les ruses, les mensonges, la désinformation, la propagande de guerre, l'incitation à la violence et les termes déshumanisants à l'encontre des Ukrainiens ne changent rien au fait que la Russie commet des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et d'autres violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme contre la population civile ukrainienne. Comme l'a souligné le Secrétaire général, ceux qui sont directement responsables de ces crimes de guerre et de ces violations sur le sol ukrainien doivent rendre des comptes. Il n'y aura pas d'impunité. Les responsables de cette horreur répondront de leurs actes et la justice internationale sera rendue.

Les États baltes continueront d'appuyer résolument tous les efforts visant à garantir des enquêtes indépendantes et efficaces sur les crimes commis par la Russie en Ukraine. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont été parmi les premiers pays à renvoyer la situation en Ukraine au Procureur de la Cour pénale internationale, et nous continuerons de soutenir le Bureau du Procureur dans son enquête concernant les crimes de guerre et crimes contre l'humanité qui auraient été commis en Ukraine.

Les répercussions de la guerre de la Russie contre l'Ukraine vont au-delà de l'Europe. Des millions de personnes dans le monde sont déjà au bord de la famine. L'invasion russe exacerbera encore l'incidence négative sur la sécurité et les prix alimentaires sur le marché

mondial, accroissant ainsi la menace de la faim dans de nombreux pays. L'Ukraine est le cinquième exportateur mondial de blé. Cependant, les bombardements font qu'il est presque impossible pour les agriculteurs ukrainiens de semer. En plus, la Fédération de Russie bloque des centaines de navires remplis de blé dans la mer Noire. Quelque 20 millions de tonnes de céréales de la récolte de l'an dernier sont coincées en Ukraine à cause du blocus et du bombardement du port maritime d'Odessa par la Russie et de la fermeture militaire des voies maritimes dans la mer Noire. Tout cela résulte de l'agression russe, et non des sanctions ou de quoi que ce soit d'autre que la propagande russe cherche à incriminer.

Nous demandons à la Russie de débloquer les ports russes et de rétablir la liberté de navigation. En outre, nous encourageons le Conseil de sécurité et les organismes compétents des Nations Unies à étudier des moyens de garantir le passage sûr des navires céréaliers des eaux territoriales ukrainiennes à la mer Noire.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

**M. Massari** (Italie) (*parle en anglais*) : Les interventions faites aujourd'hui par le Secrétaire général, le Coordonnateur des secours d'urgence et la Haute-Commissaire aux droits de l'homme ont confirmé l'extraordinaire gravité et le caractère multidimensionnel de cette guerre insensée. Il s'agit à la fois d'une agression militaire qui n'a fait suite à aucune provocation, d'une violation flagrante de la Charte des Nations Unies par un membre permanent du Conseil de sécurité, ainsi que d'une crise humanitaire et des droits de l'homme aux proportions dramatiques.

Du point de vue politique, nous ne pouvons que réaffirmer le caractère fondamentalement illégal de cette guerre, qui enfreint l'interdiction de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique d'un pays souverain, l'obligation de régler les différends de façon pacifique et l'interdiction de s'en prendre à la population civile.

Dès lors, tout en affirmant à nouveau notre appui inébranlable à la pleine indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et en condamnant l'agression militaire russe, nous apprécions et soutenons résolument l'initiative diplomatique prise par le Secrétaire général avec sa récente visite à Moscou et à Kyïv. Une fois de plus, nous sommes convaincus qu'il nous faut prendre des mesures d'urgence

en faveur de la paix, comme l'a dit le Secrétaire général Guterres. La première de ces mesures devrait consister à obtenir un cessez-le-feu large et durable.

Du point de vue humanitaire, le conflit en Ukraine n'alimente pas seulement une des plus graves crises humanitaires survenues en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale, il exacerbe aussi la crise mondiale de la sécurité alimentaire. L'Italie renouvelle son appel à la Russie afin qu'elle garantisse un accès sûr, rapide et sans entrave pour l'aide humanitaire et autorise l'exportation de produits agricoles ukrainiens cruciaux, notamment pour atténuer les difficultés rencontrées par nombre d'États du monde du Sud qui dépendent de ces produits.

En ce sens, nous appuyons sans réserve la proposition du Secrétaire général tendant à créer un groupe de contact humanitaire, composé de la Russie, de l'Ukraine et de responsables de l'ONU, et nous engageons la Russie à y souscrire sans délai.

L'Italie est aux côtés de l'Ukraine et de son peuple depuis le début de la crise. Nous avons fourni au Gouvernement ukrainien un appui budgétaire général, octroyé des prêts et soutenu financièrement les activités humanitaires menées par les organismes des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge en Ukraine et dans les pays voisins. Toutefois, alors que les besoins humanitaires continuent d'augmenter au moment même où nous parlons, nous étudions d'autres initiatives humanitaires, en termes de financement et de dons en nature.

Du point de vue des droits de l'homme, cette agression a des conséquences dramatiques sur les civils innocents et sans défense, y compris les plus vulnérables, comme les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Comme établi par la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine, les forces armées russes bombardent à l'aveugle des zones densément peuplées. C'est inacceptable, et nous plaidons énergiquement pour la mise en place de couloirs sécurisés aux fins de l'évacuation des civils.

Qui plus est, nous sommes particulièrement préoccupés par la destruction à grande échelle et les dégâts infligés aux infrastructures civiles, y compris des installations médicales et des établissements scolaires, par le nombre de journalistes et de professionnels des médias tués ou blessés depuis le début du conflit, et par les violences sexuelles et fondées sur le genre commises contre les femmes et les filles.

L'Italie se félicite de toutes les mesures visant à faire en sorte que les auteurs de violations des droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire commises en Ukraine en répondent pleinement, et appuie sans réserve la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine, créée par le Conseil des droits de l'homme, ainsi que l'enquête lancée par les autorités ukrainiennes et la Cour pénale internationale sur les crimes de guerre. C'est pourquoi l'Italie, aux côtés de plus de 40 États parties, a effectivement saisi le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Ukraine.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

**M. Mlynár** (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter, Madame la Présidente, pour l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Nous tenons à exprimer notre plein appui aux travaux que vous mènerez et aux initiatives que vous prendrez dans le courant du mois. Vous pouvez compter sur notre appui continu.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général et toutes les personnes qui ont présenté un exposé des informations communiquées, qui n'incitent guère à l'optimisme et qui ont malheureusement confirmé nos graves préoccupations quant à la situation humanitaire en Ukraine, outre de nombreux autres aspects de la guerre en cours. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M<sup>me</sup> Bachelet, a dit que nous en sommes aujourd'hui au soixante et onzième jour de guerre.

Comme nous l'avons déjà souligné lors de séances précédentes, un seul jour supplémentaire de cette terrible tragédie est un jour de trop. Par conséquent, il est regrettable que nous devions continuer à compter les jours de cette façon, et nous espérons vraiment que cette tragédie prendra fin le plus rapidement possible.

Nous remercions le Secrétaire général de ses récentes visites et de son initiative. L'action qu'il mène est extrêmement importante, notamment la visite qu'il a effectuée dans les zones en dehors de Kyïv le 28 avril dernier. Après cette visite, il a déclaré :

« une chose dont tout le monde devrait se rappeler, partout dans le monde : partout où il y a une guerre, ce sont les civils qui payent le prix le plus élevé ».

Je voudrais attirer l'attention de la Fédération de Russie sur ce point et l'appeler à cesser immédiatement ses hostilités contre l'Ukraine, en particulier ses attaques contre les civils et les biens de caractère civil. Je demande à la Russie d'entendre les appels innombrables qui lui sont lancés, notamment ceux du Secrétaire général, et à retirer sans condition toutes ses forces militaires de tout le territoire ukrainien.

Aujourd'hui, nous avons une fois de plus entendu le Représentant permanent de la Fédération de Russie se poser en victime. C'est tout à fait déplacé dans ce contexte. Je voudrais également demander à la Russie de cesser immédiatement ces récits mensongers et cette déformation des faits. Les faits sont clairs. Nous savons pertinemment qui est l'agresseur et qui souffre. La seule chose qui n'est pas claire pour nous, c'est la raison pour laquelle des civils innocents doivent continuer à souffrir comme ils le font depuis 71 jours, et ce n'est pas fini.

Selon le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, au 4 mai, l'on dénombrait 6 635 victimes civiles, dont 3 238 morts et 3 397 blessés. Je mentionne ces statistiques pour rappeler une fois de plus à l'agresseur que nous connaissons les faits. Ils sont clairs, et il n'y aura pas d'impunité pour les crimes qui ont été commis. Mais le pire, c'est la raison de cette souffrance humaine. Nous avons déjà condamné la décision russe de déclencher cette guerre insensée sous le prétexte d'une « opération militaire spéciale » et de la prétendue nécessité de dénazifier et de démilitariser l'Ukraine. Mais ce que nous avons récemment entendu de la part du Ministre des affaires étrangères Lavrov, qui a affirmé qu'Adolf Hitler était en partie juif, est particulièrement odieux, et nous conforte dans notre détermination acharnée à lutter contre la campagne de désinformation menée par la Fédération de Russie concernant la guerre en Ukraine.

En tant que voisin, partenaire et pays directement touché du fait du flot de réfugiés qui fuient le pays, la Slovaquie est particulièrement préoccupée par la crise résultant de l'agression russe. Près de 5,7 millions de réfugiés ont fui le pays. Depuis le début de l'agression de la Fédération de Russie, quelque 394 000 réfugiés sont entrés en Slovaquie. Nous continuerons à les accueillir aussi longtemps que cela sera nécessaire. Nous resterons solidaires de ces personnes, en tant qu'ami proche et bon voisin en ces temps extrêmement difficiles.

Je voudrais conclure mon intervention en réaffirmant notre appui constant à l'Ukraine. À cet égard, la Slovaquie compte parmi les principaux pays donateurs

par habitant en matière d'aide militaire, humanitaire et financière. Nous préférierions qu'il n'en soit pas ainsi ; nous préférierions concentrer nos efforts sur d'autres problèmes, mais il est extrêmement important pour nous de tendre la main aux personnes qui en ont besoin en ces heures sombres. Comme on dit, c'est dans le besoin que l'on reconnaît ses amis. Cela a également été évoqué à la conférence internationale de haut niveau des donateurs en faveur de l'Ukraine, qui s'est tenue aujourd'hui à Varsovie, à l'occasion de laquelle le Premier Ministre slovaque, M. Eduard Heger, a annoncé une contribution financière supplémentaire d'un demi-million d'euros pour les organisations internationales afin de renforcer l'aide humanitaire à l'Ukraine.

Je voudrais à mon tour formuler le vœu qu'au moins pour le restant du mois ou pour la période à venir, nous n'ayons pas à répéter ce que nous venons de dire, de la même façon, mais, bien sûr, si nous devons nous réunir à nouveau, nous sommes prêts à le faire, et nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec le Conseil.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Allemagne.

**M<sup>me</sup> Leendertse** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés éclairants le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Griffiths, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M<sup>me</sup> Bachelet, et M<sup>me</sup> Luzan.

En outre, je tiens à remercier le Secrétaire général et l'ensemble du personnel de l'ONU des efforts inlassables qu'ils déploient pour soulager la souffrance humaine en Ukraine et dans les pays voisins. L'Allemagne appuie vigoureusement ces efforts. Nous avons été soulagés d'entendre que l'opération d'évacuation de Marioupol a été couronnée de succès. Les personnes qui restent prises au piège doivent être évacuées en toute sécurité, le plus rapidement possible, vers la destination de leur choix.

Dans quelques jours, le monde commémorera la fin de la Seconde Guerre mondiale, déclenchée par l'Allemagne nazie. Soixante-dix-sept ans après cet événement majeur de l'histoire mondiale, la propagande russe tente d'établir un lien scandaleux entre la lutte véritablement héroïque de l'Armée rouge, qui comptait notamment de nombreux combattants ukrainiens, contre le régime nazi et l'agression actuelle du Kremlin contre l'Ukraine. Apparemment, le but est de créer une autre

réalité, dans laquelle le Président ukrainien dirigerait un État failli qui devrait être « dénazifié ». Cette absurdité totale est d'un cynisme sans nom.

Le monde entier peut voir à quoi ressemble la prétendue libération russe. Les images de Marioupol, d'Irpin et de Boutcha parlent d'elles-mêmes. Ces atrocités criminelles et ces crimes contre l'humanité doivent cesser. Les auteurs de ces crimes doivent en répondre, conformément au droit international. À cette fin, l'Allemagne contribuera aux travaux de la Cour pénale internationale en détachant des experts et en apportant des financements supplémentaires. Entre-temps, le Procureur général fédéral allemand a ouvert des enquêtes structurelles, préparant ainsi le terrain à des actes d'accusation pour crimes de guerre.

Même si la Russie s'efforce à nouveau, à la réunion organisée selon la formule Arria qui aura lieu demain, d'imposer ses discours au monde extérieur, elle ne parviendra pas à modifier la réalité. Les viols, les actes de torture et les meurtres seront mis en évidence, et les responsables seront traduits en justice, les uns après les autres.

Des millions de personnes fuient les attaques, les bombardements et les pilonnages. Jusqu'ici, l'Allemagne a enregistré l'arrivée de plus de 600 000 réfugiés, et plus de 90 000 enfants ukrainiens fréquentent les écoles allemandes, du moins temporairement. Ce sont les enfants qui souffrent le plus de la guerre d'agression de la Russie. Leurs écoles sont détruites. Leur vie paisible a volé en éclats, et beaucoup ont dû laisser leur famille derrière eux. Tout ce qu'ils veulent, c'est rentrer chez eux et retrouver leurs proches. À cet égard, les informations selon lesquelles le Parlement russe envisagerait d'assouplir les règles relatives à l'adoption d'enfants ukrainiens sont vivement préoccupantes. Nous entendons suivre avec une extrême attention cette démarche aux motivations idéologiques et nous ferons en sorte que la Russie réponde de ses actes. Les organismes des Nations Unies doivent également jouer un rôle actif à cet égard.

La guerre en Ukraine a des répercussions tragiques sur les crises humanitaires qui sévissent dans d'autres régions du monde, ainsi que sur la sécurité alimentaire mondiale. La Russie s'emploie à ravager le potentiel agricole ukrainien et, dans le même temps, empêche les exportations de céréales en bloquant la mer Noire. Elle a eu l'idée absurde de tenter de rejeter la responsabilité de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les sanctions occidentales. D'après les estimations, ce sont 4,5 millions de tonnes de céréales

qui sont actuellement immobilisées dans les ports ukrainiens. Au cours de la présente séance, le représentant ukrainien a indiqué que la Russie avait volé plusieurs tonnes de céréales à l'Ukraine. Compte tenu des pénuries de semences et des retards que devrait accuser la prochaine saison des semailles, nous sommes à deux doigts d'une crise de la sécurité alimentaire mondiale sans précédent. L'Allemagne est en train de renforcer son intervention humanitaire, notamment par le biais du Programme alimentaire mondial. Nous sommes également déterminés à faire de la sécurité alimentaire mondiale, entre autres questions, une priorité de l'ordre du jour des prochaines réunions des ministres des affaires étrangères, du développement et de l'agriculture du Groupe des Sept. De plus, le Gouvernement allemand a déjà annoncé un financement supplémentaire de 430 millions d'euros destiné à répondre à la crise qui sévit hors d'Ukraine, qui vient s'ajouter aux moyens que nous avons promis pour l'Ukraine, notamment durant la conférence tenue à Varsovie. J'ai un message pour les pays dont l'économie est touchée par les répercussions de la guerre d'agression de la Russie : ils peuvent compter sur notre appui.

La crise de la sécurité alimentaire prouve que cette guerre dépasse les frontières de l'Europe. Un membre permanent du Conseil de sécurité s'emploie à annexer par la force de nouveaux territoires. Si nous permettons à la Russie de créer un précédent, qui sera le prochain ? Quel ancien empire verra cela comme un encouragement à attaquer son voisin plus faible, en arguant d'une vision déformée de l'histoire ? Si nous ne voulons pas ouvrir grand les vannes de la recolonisation, le monde doit s'unir pour faire reculer la Russie.

Nous appelons une nouvelle fois la Russie à mettre immédiatement fin à son agression. Les troupes russes se heurtent à une résistance farouche, non seulement de la part des courageux militaires ukrainiens, mais aussi d'un vaste bloc d'États qui défendent la Charte des Nations Unies et l'état de droit. Poursuivre cette guerre aberrante ne fera que provoquer de nouvelles effusions de sang.

Il n'est jamais trop tard pour changer de cap. La Russie doit retirer ses troupes dès maintenant, et pour de bon. La journée de la libération que nous commémorerons tous prochainement est l'occasion idéale.

*La séance est levée à 18 h 15.*